

## SOCIÉTÉ

### Le monde pris de vitesse

La rapidité avec laquelle se développent les événements dans la guerre du Golfe a confondu le monde entier, Saddam Hussein comme les experts en stratégie. Jocelyn Coulon analyse les raisons techniques d'une telle précipitation et expose le caractère central, imprévisible, du facteur primordial qu'est la vitesse.

Page B-1

### Difficile après-guerre

Si le règlement de la « question militaire » autour de l'Irak semble aujourd'hui se dérouler plus vite que prévu, il n'en sera pas de même du casse-tête politique qui suivra la guerre. Paul Cauchon a interrogé quelques spécialistes.

Page B-1

## SOMMAIRE

### Éditorial

La guerre n'est pas finie, écrit Lise Bissonnette en éditorial. Même si Saddam Hussein semble militairement vaincu, toute la région reste une poudrière, plus que jamais. La coalition alliée doit s'en préoccuper dès maintenant.

Page A-8

### Gorbatchev blâme Saddam

Le président soviétique Mikhaïl Gorbatchev a imputé hier au chef d'État irakien Saddam Hussein la responsabilité du déclenchement de la guerre dans le Golfe.

Page A-3

### De Cuellar ne croit plus à la diplomatie

Le temps n'est pas à la diplomatie, a déclaré hier le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar. L'Irak doit capituler.

Page A-3

### Une violente manifestation pour la paix

Une manifestation pour la paix dans le golfe Persique rassemblant près de 1000 personnes a tourné au vinaigre, hier à Montréal, provoquant un affrontement entre jeunes et policiers, des arrestations et un appel à la bombe dans l'édifice du Consulat américain.

Page A-3

### L'Occident en état d'alerte

Les pays occidentaux étaient hier en état d'alerte maximum contre de possibles attentats de groupes liés à l'Irak après la menace d'une guerre sainte brandie par le président Saddam Hussein.

Page A-7

## LE SILENCIEUX

### Les Aphorismes de Maxime

LA PENSÉE du jour : « N'est pas pessimiste qui veut; il faut avoir été optimiste. »

Lorsqu'un bébé a enfin appris à faire usage de ses jambes, il s'assoit.

La vue de l'égoïsme d'un proche est insupportable; moins cependant que son esprit de sacrifice.

L'espérance de vie vient de « reculer » à 85 ans... N'est-ce pas désespérant ?

On s'empresse moins vers son avenir si on prenait conscience qu'il est le lieu où l'on va mourir.

ALBERT BRIE

# L'Irak bombarde Israël

## Il n'y aura aucune pause dans l'opération *Tempête du désert*, dit Bush

d'après AFP et Reuter

WASHINGTON (AFP) — La riposte irakienne à l'attaque américaine n'a pas tardé. Huit missiles balistiques ont explosé dans la nuit d'hier à aujourd'hui en Israël, dont trois à Tel-Aviv, ont confirmé hier soir des sources israéliennes à Washington. La chaîne NBC rapportait pour sa part plusieurs cas d'intoxication chimique admis dans les hôpitaux.

Trois autres missiles ont explosé dans des régions peu peuplées d'Israël, un à Haïfa et, au moment de mettre sous presse, nous ignorions la trajectoire du huitième.

D'autre part, une forte explosion a été entendue du côté de la base aérienne saoudienne de Dahrhan, ont rapporté les correspondants des télévisions américaines sur place.

Les correspondants ont reçu l'ordre de descendre aux abris, ont rapporté CBS, ABC et CNN.

En Israël, des millions de téléspectateurs ont entendu les explosions sur la chaîne ABC au cours d'une interview en direct avec son correspondant à Jérusalem, Dean Reynolds. Des sirènes d'alarme avaient été entendues dans la nuit.

Les stations de radio israéliennes ont pour leur part demandé à la population de mettre les masques à gaz et de se protéger contre une éventuelle attaque chimique.

« En raison d'une attaque de missile contre Israël, une alerte générale a été déclenchée. Nous demandons à tous les habitants d'Israël de mettre immédiatement leurs masques à gaz et de se mettre à l'abri chez eux dans une pièce cafeutrée », a dit la radio.

Plusieurs dirigeants israéliens avaient exprimé la crainte hier, au lendemain du début de l'offensive lancée contre l'Irak, que les batteries mobiles de lancement de missiles à moyenne portée de l'Irak n'avaient pas été entièrement détruites par les premiers raids de l'aviation de la coalition.

La chaîne de télévision américaine CNN avait annoncé plus tôt que des bombardiers géants américains B-52 venus de Diego Garcia,

dans l'océan Indien, et de Turquie, avaient effectué, ce matin, aux premières heures de la journée, des bombardements massifs sur des positions irakiennes.

Les bombardiers américains et alliés dans le Golfe avaient déjà effectué plus de 1000 sorties hier contre des objectifs irakiens en Irak et au Koweït.

Le chef d'état-major des armées françaises, le général Maurice Schmitt, a estimé hier soir que ces bombardements avaient détruit environ la moitié de l'aviation irakienne.

Les Américains ont aussi utilisé plus de 100 missiles de croisière Tomahawk lancés de navires patrouillant dans le Golfe.

L'opération *Tempête du désert* a été déclenchée hier aux alentours de 00h00 GMT et ne s'est heurtée qu'à une faible résistance des forces irakiennes.

Les États-Unis ont demandé à Saddam Hussein de déposer les armes et de se retirer du Koweït. Mais le président irakien n'a montré pour le moment aucun signe de capitulation.

Dans un message télévisé pendant que ses batteries anti-aériennes et des avions irakiens isolés tentaient en vain d'arrêter des vagues de chasseurs-bombardiers américains, britanniques et saoudiens, il a qualifié le président George Bush de « Satan » et juré que l'Irak serait victorieux.

La Maison-Blanche a répliqué qu'il n'y aurait aucune pause dans l'opération *Tempête du désert*. « Si à un moment quelconque il veut changer le cours des choses, tout ce qu'il a à faire est de capituler et de se plier à toutes les résolutions de l'ONU », a dit le porte-parole de la Maison-Blanche, Marlin Fitzwater.

L'URSS a annoncé que son ambassadeur à Bagdad avait fait remettre au chef de l'État irakien un message du Kremlin qui contenait « en termes clairs un appel à Saddam Hussein le pressant d'annoncer le retrait de ses forces du Koweït ».

Mais un porte-parole du ministère des Affaires étrangères n'a pas caché son pessimisme. Il est difficile de

Voir page A-4: Israël



PHOTO AP

Les journalistes du réseau de télévision américain CNN, postés à Jérusalem, mettent leurs masques à gaz, après avoir reçu les rapports d'attaques de missiles irakiens sur Israël.

## Le Canada expulse trois diplomates irakiens

Josée Bolleau

de notre bureau d'Ottawa

LE PREMIER ministre Brian Mulroney a réuni hier soir son cabinet de crise à la suite de l'attaque contre Tel-Aviv.

Les Communes, qui avaient décidé un peu plus tôt d'ajourner jusqu'en février prochain, poursuivront donc leurs travaux, a décidé le premier ministre Mulroney.

Plus tôt en journée, le gouvernement canadien a demandé l'expulsion de trois diplomates irakiens pour des raisons de sécurité à la suite du déclenchement de la guerre dans le golfe Persique.

« L'ambassadeur irakien a été convoqué ce matin à mon ministère où on lui a indiqué que trois diplomates devaient quitter le Canada, le commencement des hostilités ayant rendu cette demande nécessaire », a déclaré hier après-midi le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Joe Clark, à sa sortie de la Chambre des communes.

M. Clark a refusé d'élaborer sur les motifs exacts qui l'ont poussé à prendre une telle décision, mais il a indiqué que les diplomates impliqués le préoccupaient depuis un certain temps et qu'aujourd'hui, il avait « de bonnes raisons » d'agir.

Les trois diplomates, dont l'identité au moment d'aller sous presse

n'était pas encore divulguée, devront quitter le pays dans les 48 heures. Quatre diplomates irakiens, dont l'ambassadeur, resteront encore en poste à Ottawa.

Ce geste a été l'élément marquant de la journée hier sur la Colline parlementaire, où le calme qui régnait contrastait grandement avec la fébrilité de la veille.

La Chambre a repris ses travaux en matinée, mais avec une certaine mollesse. Le débat sur l'opportunité d'appuyer ou non l'ONU dans son recours à la force contre l'Irak semblait soudain bien caduc, même si les députés continuaient d'exposer les positions respectives de leur parti.

Voir page A-4: Diplomates

## Le prix du pétrole oscille

NEW YORK (AFP) — La tournure apparemment favorable du début de l'opération *Tempête du désert* a balayé les inquiétudes des investisseurs hier alors que ces derniers étaient encore paralysés la veille par le spectre d'une guerre dans le Golfe qui faisait craindre le pire.

Les cours du pétrole ont retrouvé hier leur niveau d'avant l'invasion irakienne du Koweït le 2 août dernier avec une baisse historique de 10,56 \$ à 21,44 \$, après le déclenchement de l'opération *Tempête du désert*.

Le baril de référence aux États-Unis « light sweet crude » pour livraison rapprochée en février a clôturé à 66 cents en dessous de son cours de clôture du 1er août, dans un marché rendu euphorique par les premières informations encourageantes sur l'attaque alliée en Irak et au Koweït.

Les opérateurs ont été extrêmement surpris de l'évolution du marché alors qu'ils n'excluaient pas, il y a encore 24 heures, un bond des prix du brut à 60 ou même 100 \$ le baril en cas de conflit.

« Cela nous rappelle que le marché pétrolier est l'un des plus volatiles du monde et que tout facteur psychologique est susceptible de l'influencer », a estimé un opérateur de Nomura Securities International Inc.

Mais tard hier soir, les cours du brut spot avaient gagné deux dollars par baril, en réaction à l'annonce de l'attaque de missiles irakiens Scud sur Israël.

Le West Texas Intermediate, position février, se traitait autour de 23,44 \$ par baril, soit une prime de deux dollars sur le contrat échéance février qui a clôturé à 21,44 \$ hier sur

le New York Mercantile Exchange. Le déroulement inattendu des événements a provoqué une véritable explosion d'enthousiasme à Wall Street et une chute record des prix pétroliers ainsi qu'une forte baisse des taux d'intérêt à long terme.

Après un retard d'une minute à l'ouverture de la séance pour rendre hommage aux forces américaines engagées au Moyen-Orient, les opérateurs se sont rués pour placer leurs ordres d'achat.

L'indice Dow Jones des 30 valeurs vedettes, le principal indicateur de tendance de la grande bourse new-yorkaise, s'est envolé dès l'ouverture des transactions pour clôturer, après une courte pause, avec un gain de 114,60 points (plus 4,57 %). Ceci représente sa plus forte hausse depuis

Voir page A-4: Pétrole

## CAHIER SPÉCIAL

# PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES 1991

PARUTION LE 1er FÉVRIER DANS LE DEVOIR

Réservation publicitaire: 842-9645  
Date de tombée: 25 janvier

# La guerre du Golfe

## Des centaines de milliers de manifestants dans des pays arabes et européens

d'après l'Agence France-Presse

DES MANIFESTATIONS contre la guerre dans le Golfe ont eu lieu hier dans plusieurs capitales européennes et dans au moins six pays du monde arabe, quelques heures après le déclenchement de l'opération *Tempête du désert*, pour la plupart organisées à l'appel de partis de gauche, de syndicats ou de mouvements pacifistes.

En Allemagne, pays à la pointe de la mobilisation pacifiste en Europe, des milliers de jeunes ont manifesté hier au petit matin, quelques heures seulement après le début des combats, dans plusieurs villes du pays pour marquer leur rejet de la guerre.

Tout au long de la journée, près de 300 000 personnes ont montré leur hostilité à la guerre dans le Golfe en participant à des défilés, des offices religieux, des minutes de silence ou d'autres types de manifestation, dans la plupart des grandes villes allemandes, y compris à Bonn, siège du gouvernement.

En Tunisie, des témoins ont rapporté qu'un propriétaire d'usine avait foncé avec sa voiture sur une foule de manifestants pour empêcher ses ouvriers de se joindre au mouvement. Deux personnes auraient été tuées et 16 autres blessées.

Le ministre de l'Information a démenti que quiconque ait été tué, mais il a dit que quatre personnes avaient été blessées « dans un accident » au village de Kalaa Seghira, à 150 km à l'est de Tunis.

Au Yémen, selon des témoins, plusieurs dizaines de milliers de personnes brandissant des banderoles pro-iraquiennes et criant des slogans anti-américains se sont rendues en cortège aux ambassades des États-Unis, de Grande-Bretagne, d'Égypte et de Syrie à Sanaa.

À Khartoum, des milliers de femmes et d'enfants ont réclamé la Jihad (Guerre sainte) contre les États-Unis et la police a bouclé les abords des ambassades américaine et britannique.

En Algérie, près de 3000 jeunes gens ont manifesté devant le consulat de France à Constantine, dans

l'Est algérien, aux cris de « Vive Saddam Hussein ». Des manifestations ont aussi eu lieu au Maroc et en Mauritanie.

En Grande-Bretagne, des défilés ont eu lieu dans tout le pays avec la participation de plusieurs milliers de pacifistes. À Londres, des échauffourées ont opposé des manifestants aux policiers. Dans la journée, cinq personnes ont été interpellées par la police devant le 10, Downing Street au cours d'un petit rassemblement anti-guerre.

En France, plus de 15 000 personnes ont manifesté contre la guerre à Paris, dont une forte majorité de militants et sympathisants communistes, cependant que d'autres manifestations avaient lieu en province. Dans la capitale, des échauffourées ont opposé dans la soirée quelque 200 jeunes gens aux forces de l'ordre.

En Grèce, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté dans l'après-midi dans les rues d'Athènes, à l'appel des mouvements pacifistes grecs et des confédérations syndicales de gauche, aux cris de « Pas de sang pour le pétrole ».

En Italie, des manifestations se sont échelonnées tout au long de la journée mobilisant plusieurs centaines de milliers de personnes et ont demandé de nouvelles tentatives de négociations avec l'Irak et l'organisation d'une conférence de paix prenant en compte tous les problèmes de la région.

Cent mille personnes ont manifesté à Milan, 200 000 au total dans les grandes villes toscanes, 80 000 à Bologne, 100 000 personnes à Turin (Piémont), et un nombre indéterminé à Rome.

En Espagne, plusieurs milliers de personnes ont demandé l'arrêt des hostilités, tandis que des arrêts de travail ont été observés dans les principales universités du pays et dans des lycées.

À New York, un véhicule a percuté hier un groupe de manifestants opposés à la guerre, sur le pont de Brooklyn, blessant sept personnes dont une femme qui a fait une chute de 27 mètres, a rapporté la police.



Deux jeunes manifestants ont été arrêtés par la police pour méfait et entrave et voies de fait à l'endroit d'un policier.

## Affrontement entre jeunes et policiers

Isabelle Paré

UNE MANIFESTATION pour la paix dans le golfe Persique rassemblant près de 1000 personnes a tourné au vinaigre hier à Montréal, provoquant un affrontement entre jeunes et policiers, des arrestations et un appel à la bombe dans l'édifice du Consulat américain.

La manifestation, lancée à l'appel de la Coalition contre la guerre dans le Golfe, avait débuté dans le calme devant le Complexe Guy-Favreau à 13 heures. La situation s'est toutefois gâtée lorsque le cortège de manifestants, composée en grande majorité de jeunes étudiants, s'est mis en route vers les bureaux du Consulat général des États-Unis, rue Saint-Alexandre.

L'affrontement a commencé après qu'un des jeunes protestataires, qui venait d'inscrire un signe de paix sur l'enseigne du Consulat américain à l'aide d'une bombe aérosol, eut été arrêté par les policiers de la CUM. Les policiers, ont d'abord reçu une salve de boules de neige et d'oeufs, digne du film *La guerre des Tuques*. La situation a ensuite failli dégénérer en émeute quand les manifestants ont encerclé les voitures de police, tentant d'empêcher deux des leurs d'être dirigés au poste de police.

La police de la CUM a dû faire intervenir l'escouade anti-émeute et au moins une trentaine de voitures de police ont été dépêchées sur les lieux, toutes sirènes dehors. Matraques à la main et casqués, les policiers ont mis une demi-heure à disperser la foule.

Les deux jeunes, âgés de plus de 18 ans selon la police, ont été arrêtés et accusés dans un cas, de méfait, et dans l'autre, d'entrave et de voies de fait sur un agent de police.

Plus tôt, des jeunes, dont plusieurs venus des écoles secondaires Paul-Gérin-Lajoie, Pierre-Laporte et Jeanne-Mance, avaient scandé les slogans « Give peace a chance », « Yankees go home », brandi leurs pancartes aux portes du Consulat et apposé des graffitis sur les murs d'édifices voisins.

« Il ne reste que 5 ou 6 personnes dans les cours. Les professeurs ne voulaient pas qu'on sorte. Mais on est venu quand même », disait l'un d'entre eux.

Pour ajouter à la confusion, une collision est survenue au même moment à l'angle du boulevard René-Lévesque et de la rue Jeanne-Mance entre une voiture de police de la CUM et un autre véhicule, blessant légèrement leurs trois occupants. La police de la CUM a nié que cet événement ait quelque rapport avec la manifestation.

Une heure après l'altercation entre policiers et manifestants, un « faux » appel à la bombe a cette fois semé la panique dans l'édifice à bureaux, logeant le Consulat améri-

cain, où travaillent près de 5000 personnes. Les employés n'ont pu quitter les lieux qu'après l'inspection faite par les policiers.

Avant tout ce brouhaha, la manifestation avait pourtant pris son envol dans un climat serein. Des représentants du regroupement Échec à la guerre, de la CSN, de la CÉQ, des Artistes pour la Paix, de la Fédération des infirmières, du Comité canadien d'action sur le statut de la femme, de Greenpeace et d'associations étudiantes ont à nouveau pressé le gouvernement canadien de retirer ses troupes du Golfe.

« Il n'y a rien qui justifie cette guerre. C'est un faux discours que celui de la moralité et du droit international. On ne peut que retarder l'arrivée d'un nouvel ordre international avec ce genre d'intervention », a soutenu M. Daniel Lachance, porte-parole du Regroupement Échec à la guerre.

Mme Diane Lavallée, présidente de la Fédération des infirmières, a quant à elle déploré le nombre inutile de pertes de vie qu'entraînerait ce conflit et les milliards qui seront dépensés en armement.

Une deuxième manifestation, plus modeste cette fois, s'est tenue à 17 h devant le Complexe Desjardins. Quelques centaines de manifestants s'y sont présentés et ont ensuite pris la direction du centre de recrutement des Forces armées canadiennes situé au 1420 de la rue Sainte-Catherine. Une soirée de prières devait aussi se tenir hier soir à l'Église Saint-Sacrement, sur la rue Mont-Royal.

## Quelques jours d'ajustement

CANADA DRY ONE, Qatar (PC) — Il va falloir au moins quelques jours avant que les 24 chasseurs canadiens CF-18 ne soient affectés à des missions d'escorte et d'offensive anti-aérienne au-dessus de l'Irak ou du Koweït.

C'est la précision qu'a apportée, hier en conférence de presse, le colonel Roméo Lalonde, commandant de la force aérienne canadienne dans la région du golfe Persique.

Il commentait ainsi la décision d'Ottawa, annoncée par le chef d'état-major John de Chastelain, de

donner un plus grand rôle aux avions de chasse. Les CF-18 n'ont servi jusqu'ici qu'à assurer la protection des trois navires de guerre canadiens.

Le colonel Lalonde a déclaré qu'il s'attendait maintenant à une demande de CF-18 de la part de la coalition dans les 24 heures. Il faudra alors de trois à cinq jours pour y répondre. « Il faudra un certain temps, a expliqué l'officier, parce que le travail de coordination qui accompagne une mission d'escorte et d'offensive anti-aérienne prend énormément de temps ».

## Vague d'abonnements à la chaîne CNN

Ses ondes sont débrouillées pour 48 heures au Québec

Isabelle Paré

À l'ÈRE de la guerre en « direct », les demandes d'abonnement à la chaîne américaine Cable News Network (CNN) affluent depuis quelques jours chez les câblodistributeurs Vidéotron et CF Cable TV à travers le Québec.

La chaîne CNN, qui diffuse des bulletins de nouvelles 24 heures sur 24, a été la première à retransmettre mercredi soir les reportages de ses trois correspondants tapis à l'hôtel Rachid, de Bagdad, durant la vague de bombardements lancée sur la capitale irakienne.

« Nous sommes au cœur de l'enfer », déclarait l'un des reporter de CNN, en plein cœur de l'opération de bombardement, dont le micro rediffusait le crépitements des bombes dans le salon de millions de téléspectateurs nord-américains.

On ne pouvait souhaiter meilleure publicité pour CNN, qui, en plus de provoquer un engouement au sein des abonnés du câble au Québec, vient d'autoriser le débrouillage pour 48 heures de ses ondes à Vidéotron et CF-Cable TV.

D'ordinaire accessible que par la télévision payante, CNN peut être capté depuis 3 h45 hier par les abonnés du câble, et le sera, jusqu'à la

même heure demain.

« Depuis 4 à 5 jours, nous avons noté une hausse significative des demandes d'abonnement, mais nous n'avons pas encore compilé de chiffres. Plusieurs demandes proviennent de clients arabophones qui ont de la famille dans la région du Golfe et sont soucieux de savoir ce qui se passe là-bas », a expliqué M. Jean-Paul Galarneau, directeur des communications chez Vidéotron.

Plusieurs plaintes ont même afflué au service à la clientèle hier matin, après que Vidéotron ait retiré CNN de l'écran central de son téléguide, pour faire à la Commission Bélanger-Campeau !

Même portrait chez CF-Cable TV, où on a constaté au cours de la semaine une hausse sensible des abonnements à la télévision payante donnant accès à la chaîne CNN.

Pour 48 heures, la chaîne CNN pourra donc être captée par les 208 000 abonnés de CF-Cable TV sur le poste 33, et par les 900 000 abonnés de Vidéotron aux postes 35 à Montréal, 32 à Québec et 33 à Sherbrooke.

## Ryan présidera une rencontre des principaux corps policiers

d'après la Presse Canadienne

LE MINISTRE de la Sécurité publique du Québec, M. Claude Ryan, présidera aujourd'hui une rencontre des dirigeants des principaux corps policiers du Québec « afin de faire le point sur la situation et de recueillir les suggestions des personnes présentes quant aux mesures qui devront être envisagées pour assurer la sécurité de la population » à la suite du déclenchement des hostilités dans le golfe Persique.

Le ministre sera accompagné du sous-ministre à la Sécurité publique, M. Jacques Beaudoin, et de M. Ronald Poupart, secrétaire général associé à la planification au ministère du Conseil exécutif. Des représentants de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et du Service canadien des renseignements de sécurité

(SCRS) ont également été invités, a précisé le bureau du ministre.

De son côté, le ministre des Affaires internationales, M. John Ciaccia, a annoncé la mise sur pied d'un groupe de travail qui sera chargé de recueillir et de coordonner les informations pouvant être utiles aux Québécois touchés par l'actuel conflit, notamment les familles ayant des proches dans ces territoires ainsi que les milieux d'affaires oeuvrant dans cette région du monde.

Même si le Québec n'est pas directement impliqué dans les questions de défense nationale, le ministère des Affaires internationales est en liaison étroite et quotidienne avec les organismes fédéraux concernés afin de disposer des informations à jour sur la sécurité des citoyens québécois présents dans la région, a indiqué le ministre.

Le groupe de travail pourra être rejoint sans frais au numéro de téléphone 1-800-363-0751.

Par ailleurs, dans les aéroports et autres points d'entrée au Canada, une attention toute particulière est portée ces jours-ci aux Irakiens, aux Palestiniens, aux porteurs de passeports koweïtiens ainsi qu'aux marchands en provenance ou en direction du Moyen-Orient et des pays environnants.

C'est ce qui ressort des informations recueillies hier auprès des services canadiens de douane et d'immigration, à Montréal et Ottawa.

Les quelques Irakiens qui se présentent aux frontières — ils sont rares du fait que l'émission des visas a été pratiquement stoppée depuis l'invasion du Koweït par l'Irak, le 2 août —, sont minutieusement fouillés de même que leurs bagages.

Un dossier est systématiquement ouvert sur chacun d'eux, où sont consignés les lieux de leur séjour et des déplacements projetés. Ces mesures de sécurité sont également prises à l'égard des apatrides nées dans la région de la Palestine et qui vivent en Jordanie, Liban, Syrie ou dans des pays du Golfe, notamment.

Pour tous ces gens, on fait sur-le-champ des vérifications relatives à l'existence d'antécédents judiciaires et terroristes.

## EN BREF...

### Météo dans le golfe

STATE COLLEGE Pennsylvanie (Reuter) — Des perturbations situées dans le nord de l'Irak se sont déplacées vers l'est, et le désert saoudien connaît un temps clair qui devrait persister les prochaines 24 ou 36 heures, d'après le bulletin météorologique publié hier par l'observatoire privé Accu-Weather Inc. Les vents vont probablement continuer d'empêcher la formation de brouillard matinal dans la région. Mais bien qu'ils soient plus forts que d'habitude, on peut écarter les risques de tempêtes de sable en Arabie saoudite, au Koweït et en Irak. Des perturbations centrées sur la Méditerranée centrale entraîneront au cours du week-end 50 % de risques d'averses sur une région située au nord d'une ligne reliant Amman et Bagdad. Les risques de pluies sont plus faibles au sud de cette zone.

### La Turquie permet des raids à partir de son territoire

ANKARA (Reuter) — Le Parlement turc a autorisé hier, à la demande du gouvernement, l'utilisation de bases turques par des avions américains pour attaquer l'Irak. Le Parlement a aussi autorisé l'utilisation de la base aérienne américano-turque d'Inçirlik. À une chaîne de télévision qui lui demandait un peu plus tard si des raids aériens pourraient désormais être lancés de son pays, le président turc Turgut Ozal a répondu ce qu'il était au « commandement des États-Unis » de en décider. Le gouvernement avait demandé la permission d'envoyer des troupes hors des frontières turques, d'accepter des troupes étrangères en Turquie et de permettre leur utilisation. Jusqu'à présent, la Turquie avait déclaré qu'elle n'agirait qu'en état de légitime défense contre son voisin.

### L'Irlande facilite les vols américains

DUBLIN (Reuter) — L'Irlande offrira des facilités d'escorte et de ravitaillement à l'armée de l'air américaine engagée dans la guerre du Golfe, si on le lui demande, mais ne participera pas aux opérations militaires, a annoncé hier le gouvernement. Le gouvernement accepte que la guerre éteinte devienne inévitable, a dit le premier ministre, Charles Haughey, qui a dit du conflit qu'il était « un revers tragique pour l'humanité tout entière ». Le Parlement a été convoqué.

### Menus sécuritaires

AMMAN (Reuter) — Des instructions liées aux raids aériens ont remplacé les menus dans les grands hôtels d'Amman. « Une aire de sécurité est créée dans la discothèque et les salles de banquet Al Badiah », dit un avis affiché à l'hôtel Intercontinental après l'entrée en action des forces américaines et alliées contre l'Irak. « En cas de signal d'incendie contenu suivi d'un message enregistré, vous êtes aimablement priés de vous rassembler dans cette aire de sécurité. Ne prenez pas les ascenseurs. » L'hôtel Marriott a organisé un exercice d'évacuation durant lequel ses clients sont sortis par d'étroites issues de secours. L'Intercontinental a déclenché son système d'alarme et éteint les lumières pour simuler une coupure de courant. Des bougies ont été distribuées aux clients.

### Aide d'urgence à la Croix-Rouge

OTTAWA (PC) — Le Canada a annoncé hier le versement d'une aide d'urgence d'un million \$ à la Croix-Rouge canadienne pour répondre aux demandes de secours qui pourraient provenir des victimes de la guerre du Golfe. « Cette première contribution versée à la Croix-Rouge canadienne par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) va lui permettre de répondre immédiatement à l'appel lancé la nuit dernière par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) », a déclaré le ministre des Relations extérieures et du Développement international, Mme Monique Landry. « Ce versement va permettre, selon les besoins, l'embauche de personnel canadien, l'achat de médicaments et d'équipement, et leur transport jusqu'aux zones sinistrées », a précisé le ministre.

### Rotation suspendue

HALIFAX (PC) — Le vice-amiral Robert George, chef du Commandement maritime, a décidé hier de suspendre la rotation des équipages des destroyers *Athabaskan* et *Terra Nova* jusqu'à ce que soit clarifiée la situation dans le Golfe. L'équipage du ravitailleur *Protecteur* a été remplacé la semaine dernière. Celui de l'*Athabaskan* devait l'être le mois prochain et celui du *Terra Nova* en mars. « La pilule est évidemment difficile à avaler pour les hommes et les femmes concernés, ainsi que pour leurs familles, mais elle est inévitable pour le moment », a déclaré le vice-amiral. Les équipages des deux destroyers comprennent 579 personnes.

### RÉSULTATS

Loto-Québec

Tirage du 91-01-16	GAGNANTS	LOTS
6/6	3	624 659,10 \$
5/6+	5	141 589,40 \$
5/6	222	2 438,60 \$
4/6	13 313	78,20 \$
3/6	257 625	10,00 \$

VENTES TOTALES: 14 979 209,00\$

PROCHAIN GROS LOT (APPROXIMATIF) : 1 800 000,00 \$

PROCHAIN TIRAGE: 91-01-19

---

Tirage du 91-01-16	NUMÉROS	LOTS
Extra	77 29 37	100 000 \$
	7 29 37	1 000 \$
	2 9 37	250 \$
	9 37	50 \$
	37	10 \$
	7	2 \$

---

Tirage du 91-01-16	NUMÉROS	LOTS
Panço	1 3 6 10 12	
	19 23 24 28 30	
	35 38 40 44 47	
	52 54 63 67 69	

Prochain tirage: 91-01-18

**TV A, le réseau des tirages de Loto-Québec**

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

## LE DEVOIR

LES BUREAUX DU DEVOIR SONT OUVERTS DU LUNDI AU VENDREDI DE 9H00 À 16H30

Renseignements.....	(514) 844-3361
Administration.....	(514) 844-3361
Rédaction.....	(514) 842-9628
Annonces classées.....	(514) 286-1200
Publicité.....	(514) 842-9645
numéro sans frais.....	1-800-363-0305

**Abonnements**

Les numéros de téléphone suivants sont valables pour le service de livraison par camelot. Pour les abonnements postaux, contactez le (514) 844-7457

Montréal.....	(514) 332-3891 ou (514) 844-5738
Québec.....	(418) 845-2080
Extérieur — Indicatif 514.....	1-800-361-6059
Indicatif 418.....	1-800-463-4747
Indicatif 819.....	1-800-361-5699
Indicatif 613.....	1-800-361-5699

## La guerre du Golfe

# Les pilotes ont été surpris par la résistance irakienne

Gilles Tréquesser  
de l'Agence Reuter

LES PILOTES de l'escadrille américaine des « Belettes sauvages », qui ont participé hier à l'opération *Tempête du désert*, ont fait état d'une « activité aérienne de l'ennemi plus intense que prévue ».

« Il y avait plusieurs avions, pas plus d'une douzaine, a dit le commandant Bob McNeese, de la 35e escadrille de combat tactique basée en Californie. Les F-15 ont fait leur travail, je ne connais pas le résultat de ces engagements mais des missiles air-air ont été tirés », a-t-il dit aux journalistes après une mission diurne de cinq heures qui l'a conduit au-dessus de Bagdad.

Les Belettes sauvages F-4G — avions de combat modifiés issus d'une ligne d'appareils produite pour la guerre du Vietnam — ont pour tâche de détruire les missiles sol-air (SAM) et d'ouvrir la voie aux chasseurs-bombardiers F-16 pour qu'ils puissent atteindre leurs objectifs.

Tout au long de la journée, les chasseurs-bombardiers F-4G et F-16 se sont élancés dans le ciel par vagues successives, chargés de bombes et de missiles destinés à neutraliser les radars ou à détruire des sites

stratégiques tels qu'aérodromes et usines chimiques.

Bob McNeese, Californien de 40 ans, a dit que les avions ennemis étaient « en mission de combat, ils ne posaient pas de questions, ils tiraient d'abord et demandaient ensuite ».

Comme tous les membres de l'escadrille des Belettes sauvages intervenus au premier jour de l'opération *Tempête du désert* et de la guerre, il a dit avoir tiré ses deux missiles anti-radars HARM. « Ils ont atteint la cible », a-t-il déclaré sans préciser la nature de cette cible, située à l'ouest de Bagdad.

En vertu de la censure militaire, les journalistes ne sont pas autorisés à révéler le nom de la base.

Le colonel Merrill « Ron » Karp, commandant de la 35e, a dit que les missiles SAM, les radars de surveillance et les batteries anti-aériennes étaient les principales cibles des F-4G et qu'ils « l'étaient toujours ».

Il a présenté l'assaut massif lancé en Irak et au Koweït occupé comme « une opération aérienne montée avec soin » en vue de « mettre fin le plus vite possible aux hostilités ».

« Ça s'est passé comme ils (les pilotes) le prévoyaient, a dit un vétéran du Vietnam de 45 ans. Je m'attendais à ce que Saddam Hussein

mobilise plus de choses, par exemple des armes chimiques. »

Mais il ajouta : « Nous devons maintenir la pression, nous ne pouvons considérer que c'est terminé. »

Le colonel Neal Patton, adjoint au chef des opérations de la 35e, a lui aussi jugé que les raids d'hier ont été « couronnés de succès ». « Les avions sont partis en grand nombre, mais nous n'avons pas subi de dégâts », a-t-il ajouté en disant s'être attendu à une réaction initiale « plus violente, plus coordonnée, peut-être meilleure » de la part de l'Irak.

« La menace a été réduite mais pas entièrement éliminée, contrairement à ce qu'on entend à la radio », a-t-il dit en soulignant que les Irakiens disposaient d'une « défense aérienne perfectionnée ».

Les pilotes ont dit avoir été impressionnés par la puissance de feu de l'ennemi en s'approchant de Bagdad. Les tirs en provenance du sol étaient intenses, a dit le Californien Jim Johnson, 29 ans, en faisant état d'un bruit aussi assourdissant qu'un « train de marchandises ».

« Il y avait beaucoup plus de missiles au sol qu'on ne le prévoyait, a-t-il rapporté. J'ai eu peur, oui (...) Je ne crois pas que cela puisse devenir beaucoup plus terrible. »



Retour de mission pour des pilotes de F-18, hier dans le Golfe.

PHOTO AP

## Pas de panique mais le masque à gaz toujours à la main...

Stephen Ward

DOHA, Qatar (PC) — Pendant que les chasseurs canadiens attendaient qu'on fasse appel à eux dans la guerre du Golfe, les militaires du contingent canadien basé au Qatar levaient hier les yeux vers le ciel avec une certaine appréhension, gardant toujours à portée de la main leurs masques à gaz.

Mais il n'y avait pas de panique. « Je n'ai pas du tout peur », a lancé Margaret Girgrah, qui a confirmé un rapport émanant de l'ambassade selon lequel on avait demandé à la centaine de Canadiens se trouvant au Qatar de ne pas quitter leurs baraques. « Il paraît qu'ils n'ont pas manqué une seule cible en Irak. Les nouvelles sont bonnes ».

Les fonctionnaires des ambassades canadiennes en Arabie saoudite, au Qatar et à Bahrein ont indiqué qu'une attaque aérienne massive de la part de la force multinationale menée par les États-Unis avait eu lieu tôt hier, mettant immédiatement en branle les mesures d'urgence prévues pour l'occasion.

En quelques heures, les responsables avaient contacté la plupart des Canadiens dans les trois pays situés au sud de la zone de combat Irak-Koweït, ont souligné les officiels.

On a alors demandé aux militaires canadiens de demeurer dans leurs baraques, d'avoir leurs masques à gaz à portée de la main, de rester calmes et d'attendre les instructions.

On a aussi appris que les ambassades canadiennes en Arabie saoudite, au Qatar et à Bahrein ont renforcé les mesures de sécurité pour se prémunir contre toute attaque terroriste.

« Jusqu'à ce que nous recevions de meilleures nouvelles de nos services de renseignements, nous vous conseillons de vous faire discrets et d'éviter les lieux publics », a déclaré Lawrence Dickenson, qui fait office d'ambassadeur à Bahrein, au Qatar et dans trois autres États du Golfe.

« Je suis presque tombée du lit », s'est écriée pour sa part Mme Girgrah, qui, comme tant d'autres, a été réveillée par l'éclatement de la guerre en pleine nuit.

En Arabie saoudite, l'ambassade canadienne tentait d'entrer en contact avec les quelque 3200 Canadiens éparpillés dans les provinces de l'est et du centre, ainsi que dans les villes de Ryad et Jeddah.

Peu après le début de la guerre avec le bombardement de Bagdad, les camps canadiens ont été mis en état d'alerte et les militaires ont revêtu leurs combinaisons anti-chimiques. Pendant quelques instants, les soldats ont même mis leurs masques à gaz.

George Morton, qui est cadre dans une banque de la capitale bahreïnienne de Manama, a dit qu'il ne se sentait pas si mal que ça ce matin en dépit de la guerre.

Selon lui, les Canadiens ont été soulagés d'apprendre que l'attaque aérienne avait apparemment enlevé à l'Irak une bonne partie de sa capacité de lancer un missile sur cette petite nation insulaire.

« Mais je ne me débarrasserai pas de mon masque à gaz pour autant, du moins pas tout de suite », a déclaré M. Morton, qui est originaire de Toronto.

Le Doha, le porte-parole de l'ambassade Steve Bennett a confirmé que la plupart des Canadiens avaient été contactés en début de matinée et que maintenant « ils ne bougeaient plus et attendaient ».

« Je n'ai pas eu l'impression que quelqu'un paniquait. Personne ne m'a demandé de façon hystérique : 'Que faisons-nous maintenant ?' »

La plupart des quelque 3400 Canadiens installés dans les trois pays ont reçu des masques à gaz la semaine dernière — à l'exception de quelques enfants en bas âge. Les ambassades ont également mis sur pied un plan d'évacuation des Canadiens.



PHOTO AP

Les flammes s'élèvent de la raffinerie de pétrole de la petite ville de Kahji, en Arabie saoudite, après une attaque de tirs d'artillerie des forces irakiennes, tôt hier matin.



PHOTO AP

Des tanks américains du 7e Corps d'armée faisaient hier route vers la frontière koweïtienne, en prévision d'une dure bataille au sol contre les forces irakiennes.

## Gorbatchev blâme Hussein

MOSCOU (Reuter) — Le président soviétique Mikhaïl Gorbatchev a imputé hier au chef d'État irakien Saddam Hussein la responsabilité du déclenchement de la guerre dans le Golfe.

« Les hostilités ont été provoquées par le refus des dirigeants irakiens de répondre aux demandes de la communauté internationale et de retirer leurs forces du Koweït », a-t-il déclaré dans une allocution diffusée par la télévision.

Mikhaïl Gorbatchev a précisé que le secrétaire d'État américain James Baker avait averti Moscou de l'imminence du déclenchement des hostilités une heure avant l'attaque des forces américaines et alliées.

Il a ajouté qu'il avait immédiatement contacté le président américain George Bush et cherché à prendre contact avec Saddam Hussein dans une ultime tentative d'éviter la guerre.

« Une heure avant le début des opérations militaires, nous avons reçu de Baker des informations sur le commencement de ces opérations », a-t-il dit.

« J'ai immédiatement proposé au

président Bush d'entreprendre de nouvelles démarches en prenant directement contact avec le président Hussein afin d'obtenir une déclaration immédiate de retrait des forces irakiennes du Koweït.

« Simultanément, j'ai donné instruction à notre ambassadeur à Bagdad d'informer Hussein de mon appel au président Bush dans l'espoir que le président Hussein accepterait cela », a poursuivi Mikhaïl Gorbatchev.

« Conscients du caractère dangereux de cette guerre pour le peuple irakien, le peuple américain et les autres peuples du monde, nous regrettons profondément de n'avoir pu réussir à éviter un conflit militaire. »

« Le peuple soviétique peut être sûr que les dirigeants soviétiques prendront toutes les mesures pour obtenir la fin de la guerre et rétablir la paix, en coordination avec tous les autres pays et les Nations unies », a-t-il conclu.

L'intervention de Mikhaïl Gorbatchev, qui a duré quatre minutes, avait été enregistrée dans son bureau du Kremlin, a déclaré le porte-parole du président soviétique.

L'Institut d'administration  
publique du Canada  
Groupe régional de Montréal



En collaboration avec

LE DEVOIR

vous invite à un déjeuner-réflexion avec

Madame Francine Vallée

Vice-présidente, Relations publiques  
Air Canada

sur le thème

La privatisation d'Air Canada. Un bilan

Le mercredi 23 janvier 1991  
de 12 h 00 à 14 h 00

Hôtel Méridien, Basilaire 2, Complexe Desjardins

L'assemblée générale annuelle de l'IAPC  
précèdera à 11 h 30

Réservation:  
Ginette Guilbault  
ENAP 522-3641

Membres 20 \$  
Non Membres 30 \$  
Membres étudiants 15 \$

# AVIS

ASSEMBLÉE ORDINAIRE PUBLIQUE  
DU  
CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA  
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LA  
COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL

Date: mercredi 23 janvier 1991  
Heure: 19:30  
Endroit: Complexe Guy Favreau  
Salle des Saules  
200, boulevard René Lévesque Ouest  
(près de la rue Jeanne-Mance — métro Place d'armes ou  
Place-des-Arts — autobus circuits 15-55-78-80-129)

N.B. En plus des sujets inscrits à l'ordre du jour, une période de temps est spécifiquement réservée aux questions du public.

L'Assistant-secrétaire

Gérald Blais



SOCIÉTÉ DE TRANSPORT  
DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL



**Saddam prie**

Le président de l'Irak, Saddam Hussein, prie sur ce vidéo diffusé par la télévision irakienne, hier. Le vidéo, obtenu par le réseau de télévision américain CNN, ne fait aucune mention de l'endroit ou de la date de l'enregistrement de cette image.

**SUITES DE LA PREMIERE PAGE**

**◆ Diplomates**

Du côté gouvernemental, M. Clark a discuté hier de la situation dans le Golfe avec le secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, ainsi que des membres de la coalition internationale. Le gouvernement a également tenu hier matin une réunion de son comité de crise suivi d'une séance d'information organisée par le ministère de la Défense à l'intention des caucus libéral et néo-démocrate.

M. Clark a notamment indiqué qu'après renseignement pris auprès des ambassades canadiennes au Moyen-Orient, aucun citoyen du pays n'aurait été blessé lors des combats de mercredi.

Pendant ce temps, le chef de l'état-major John de Chastelain rencontra la presse pour faire part de la participation canadienne aux opérations militaires en cours.

Il a notamment confirmé que le Canada avait participé dès mercredi soir à l'effort de guerre en ravitaillant deux avions américains, des Tomcat, ce qui leur a évité de piquer du nez dans le golfe Persique. Un seul avion de ravitaillement canadien est présentement en opération dans la région.

Le Canada a également poursuivi ses missions aériennes au-dessus du Golfe. Les CF-18 canadiens ont toutefois pas survolé l'Irak et le Koweït faute d'autorisation à cet effet. En fin de soirée mercredi, le premier ministre Brian Mulroney avait cependant indiqué aux Communautés que cette autorisation a maintenant été donnée pour des missions d'escorte et de balayage radar.

Par ailleurs, les forces canadiennes sont dorénavant autorisées à at-

taquer ceux qui cherchent à entraver les opérations des bombardiers ou des navires alliés dont le Canada assure la protection. Les troupes pourront aussi éventuellement prendre part aux attaques aériennes menées contre les troupes de Saddam Hussein, selon les besoins exprimés par les membres de la coalition internationale. Ce rôle plus offensif n'est cependant pas prévu sous peu, pas plus que l'envoi supplémentaire de troupes ou de CF-18, à moins de perte de l'un de ces avions.

Hier, les militaires canadiens présents dans le Golfe s'en sont tenus à leur rôle d'escorte des forces alliées. À Ottawa, les porte-parole de l'armée canadienne affirmaient de leur côté craindre surtout l'envoi de missiles Exocet de la part de l'aviation irakienne.

« Il est dangereux de croire que toute menace aérienne de la part de l'Irak puisse être complètement écartée », indiquait-on aux journalistes, même si l'armée irakienne n'avait toujours pas contre-attaqué.

L'absence de réaction de Saddam Hussein aux bombardements subis a d'ailleurs suscité des réactions à Ottawa.

Alors que le gouvernement conservateur réclamait un signe clair de la part du président irakien pour mettre fin aux hostilités, le chef du Parti libéral Jean Chrétien se demandait si l'attitude de Hussein n'était pas une indication que le temps était venu pour un cessez-le-feu.

« Il n'y a pas eu de véritable riposte irakienne, de souligner M. Chrétien. Qu'est-ce que ça signifie ? Normalement dans une guerre, celui qui est attaqué se défend. S'il ne répond pas à l'attaque, pourquoi continuer et voir d'autres civils tués ? Il n'a peut-être pas encore dit qu'il se retirait du Koweït, mais il en a eu pas mal sur le coco hier... »

Une telle pause ne donnerait-elle pas au contraire à Saddam Hussein l'occasion de reprendre son souffle ? « Apparemment il n'en avait même pas pour commencer ! », de répliquer M. Chrétien.

« C'est de la folie pure d'interpréter

cette absence de réaction comme un indice de fin des hostilités », s'est de son côté écrié M. Clark en entendant cette hypothèse.

M. Clark, qui affiche depuis quelques jours une détermination grandissante quant à l'attitude que le Canada doit avoir face à l'Irak, a également verbeusement rabroué le député néo-démocrate Svend Robinson, qui fut l'un des trois députés à se rendre dans le Golfe pour en ramener des otages canadiens en décembre. Depuis, M. Robinson défend avec force le recours aux sanctions économiques plutôt que la guerre.

Hier, il a soulevé l'ire de M. Clark en Chambre en lui demandant si le Canada allait inciter ses alliés à ne pas utiliser l'arme nucléaire.

« L'honorable membre devient de plus en plus irresponsable au fil des jours, de répliquer le ministre, visiblement choqué. Il n'a jamais été question d'arme nucléaire, le député le sait très bien, mais il tente de susciter la peur chez les Canadiens. Il vaudrait mieux que, par ses paroles et son attitude, il fasse preuve de responsabilité dans l'intérêt de ce pays. »

À sa sortie des Communautés, M. Clark a précisé : « Je ne blâme pas le NPD mais le comportement de M. Robinson qui tente souvent d'utiliser sa position privilégiée pour créer de fausses impressions. »

Enfin, les propos fracassants tenus mercredi par l'ancien chef du Parti libéral John Turner, qui, à la stupefaction de ses collègues, a appuyé la politique gouvernementale de recours à la force contre Saddam Hussein, ont été suivis de premiers effets hier. Les libéraux ont en effet demandé à M. Turner de quitter le spacieux bureau de l'édifice central du Parlement qu'il occupait depuis qu'il n'était plus chef du parti. Aucune explication n'aurait été donnée au personnel de M. Turner pour justifier cette décision subite.

M. Chrétien a pour sa part indiqué aux journalistes que même si les libéraux appuient maintenant l'effort de guerre, M. Turner avait eu le tort de parler « avant » le déclenchement des hostilités.

« Nous, nous sommes contre la guerre, d'expliquer M. Chrétien, mais maintenant que nous y sommes, nous disons simplement qu'il faut supporter nos troupes, et c'est d'ailleurs pourquoi nous appuyons un appui financier en leur faveur. »

**La guerre bouleverse les enfants**

OTTAWA (PC) — « Qui est-ce qui a inventé la guerre et les armes, papa ? »

Tout candidement, le petit Carlo DiNicola, âgé de six ans, résume toute la complexité de la guerre.

En réalité, ce que le bambin veut savoir, c'est pourquoi est-ce que cela arrive, pourquoi des gens tuent d'autres gens ?, expliquait son père, le docteur Vincenzo DiNicola, pédiopsychiatre au Royal Ottawa Hospital.

Les enfants sont inondés d'images de guerre, ils en entendent constamment parler, mais ils ne savent pas ce qui se passe dans le Golfe.

Comment expliquer la guerre aux enfants ?

Commencez par les écouter attentivement, suggère le Dr DiNicola. Leurs mots ne traduisent pas toujours exactement leur pensée. Cela dépend souvent de l'âge de l'enfant.

« C'est important d'être attentif à ce qu'ils veulent dire. Ils souhaitent peut-être des explications, ou seu-

lement exprimer leurs sentiments », dit le psychologue Ian Manion, de l'Hôpital pour enfants Eastern Ontario.

Dans plusieurs commissions scolaires, on est sensible à l'impact que le conflit peut avoir sur les enfants, tout particulièrement ceux qui viennent du Moyen-Orient ou dont les parents en sont originaires. Certaines ont préparé du matériel destiné à aider les enseignants à traiter de la guerre avec les écoliers.

« Il peut être difficile et même traumatisant pour un enfant de réaliser que la guerre n'est pas un jeu, soulignait M. Dan Wiseman, chef des services sociaux pour le Conseil scolaire d'Ottawa. Certains des enfants les plus jeunes sont saturés d'informations. Plusieurs, à cause de leur âge, ne comprennent pas vraiment ce que cela signifie. »

On conseille aux enseignants de rester à l'affût de signes d'anxiété, et d'hostilité entre étudiants de différentes origines ethniques.

Avec les adolescents, l'important, c'est que les adultes soient patients et respectent leurs opinions, disent les spécialistes. « Ne ridiculisez jamais les enfants », prévient le Dr Manion. Mieux vaut éclaircir toute conception erronée plutôt que de balayer les inquiétudes, justifiées ou non, d'un enfant.

Le Dr DiNicola trouve qu'on doit répondre honnêtement aux questions enfantines. Expliquez aux enfants où se trouve le Golfe, à quelle distance, les probabilités que quelqu'un qu'ils connaissent soient blessés, dit-il.

Certains garçons vont clamer haut et fort qu'il faut « régler son compte à l'Irak », « fesser dessus », ou « leur envoyer la bombe nucléaire », note M. Wiseman. La meilleure façon de procéder, dans de tels cas, c'est d'isoler le jeune et de discuter en privé avec lui de ce qu'est réellement la guerre. « C'est un peu comme parler du sexe aux enfants », de conclure M. Wiseman.

Le projet de loi prévoyant des dépenses de 600 millions \$ pour l'effort de guerre canadien dans le Golfe a été adopté hier au Sénat avec l'appui des sénateurs libéraux.

Des députés libéraux souhaitaient enfin la démission de M. Turner en raison de la dissidence exprimée mercredi. Mais après son geste spectaculaire, M. Turner avait alors indiqué au DEVOIR qu'il restait député libéral.

**◆ Pétrole**

le 21 octobre 1987, deux jours après le krach.

Wall Street a ainsi regagné, lors de la première séance depuis le commencement des hostilités dans le Golfe, le tiers des pertes accusées depuis le début de cette année.

L'indice Dow Jones avait fondu de 12 % entre le 2 et le 16 janvier. L'ascension des cours a été à peine freinée par le déclenchement des coupe-circuits dans la matinée. Ils avaient momentanément arrêté des transactions effectuées automatiquement par ordinateur « program trading », lorsque la hausse du Dow Jones a atteint 50 points.

Signe du retour massif des détenteurs de capitaux qui avaient déserté le « big board » ces dernières semaines, l'atmosphère a été extrêmement active avec près de 319 millions d'actions échangées. Il s'agit du volume le plus élevé depuis le 17 juin 1988.

Manny Geronimos, un courtier de la firme Shearson Lehman Brothers affirmant que le spectre de la guerre s'était évanoui, a estimé que le marché avait connu une énorme reprise hier. Toutefois, a-t-on par ailleurs averti en observant que la guerre n'était pas encore terminée, ce mouvement pourrait s'inverser tout aussi rapidement au moindre développement négatif dans le Golfe.

Au New York Mercantile Exchange, les premiers succès de la force multinationale en Irak ont fait fuir les investisseurs du marché du pétrole brut, les approvisionnements paraissant désormais nettement moins menacés.

Selon Jack Barbanel, directeur général de First Global Asset, le marché réagit désormais en tablant sur une guerre de courte durée, alors qu'auparavant il s'attendait à un conflit de plus de six mois.

Réaction similaire sur le marché des métaux précieux : l'once d'or, valeur refuge traditionnelle, a plongé de 29,80 \$ pour terminer la journée à 373,40 \$.

Les effets déflationnistes de la baisse des prix pétroliers ont été salués sur le marché obligataire par une forte baisse des taux d'intérêt à long terme. Le taux moyen sur les bons du Trésor à 30 ans, considéré comme une valeur de référence, est

tombe à 8,19 % hier soir contre 8,40 % la veille.

Enfin le dollar, qui s'était raffermi mercredi dans l'attente de la guerre, a fortement baissé hier, finissant la journée à 1,5060 deutschemark contre 1,546 DM la veille et à 132,10 yen contre 136,85.

Cette rechute du dollar reflète à la fois l'optimisme suscité par la récente évolution de la situation dans le Golfe et le pessimisme des détenteurs de capitaux sur les perspectives de l'économie américaine qui, en dépit de la plongée des prix pétroliers, continue selon une majorité d'analystes à s'enfoncer dans la récession.

**◆ Israël**

s'attendre à une réponse positive « dans une situation aussi dramatique, lorsque le recours à la force a commencé », a-t-il dit.

L'Algérie, la Libye et le Yémen ont pour leur part demandé au Conseil de sécurité des Nations unies d'ordonner l'arrêt immédiat des hostilités dans le Golfe.

Les commandants des forces alliées ont fait état de la perte de trois avions : un F-18 de la marine américaine a été abattu au-dessus de l'Irak et son pilote est porté disparu ; un Tornado britannique et les deux membres de son équipage ont aussi été portés disparus ; un Skyhawk koweïtien a été abattu près de la frontière saoudo-koweïtienne.

La France a annoncé que quatre de ses avions Jaguar avaient été touchés lors d'un raid au Koweït dans une deuxième phase de l'offensive. Mais ils ont tous regagné leur base. Un pilote a été légèrement blessé. Le général américain Schmitt a dit que les avions français participeraient à de nouveaux raids aujourd'hui.

L'Irak a affirmé pour sa part que 60 avions alliés avaient été abattus et que 23 missiles de croisière Tomahawk avaient été récupérés et pourraient être réutilisés.

Le secrétaire américain à la Défense Dick Cheney a averti que les attaques aériennes n'étaient que la phase initiale de l'opération et que la guerre pourrait être longue et meurtrière. « Nous en sommes au tout début d'une opération qui pourrait durer un temps considérable (...) Il y aura des pertes », a-t-il dit.

« Les premières informations sur les résultats et les pertes sont bonnes, mais (...) personne ne doit penser que ce conflit sera court ou facile », a pour sa part déclaré le président Bush à des dirigeants du Congrès, selon son porte-parole.

Selon des sources américaines autorisées, l'Irak n'a semble-t-il pas tiré de missiles SCUD, arme d'autant plus redoutée par les alliés que Bagdad a menacé de l'utiliser contre Israël.

« L'attaque promise contre Israël arrive. La décision est prise. Le moment précis reste naturellement un secret », a cependant déclaré l'ambassadeur irakien en Belgique, Ziad Haidar, à la radio belge BRT. « Si les alliés entrent en Irak ou au Koweït, nous utiliserons nos armes chimiques », a-t-il ajouté.

Le pilonnage de l'Irak et du Koweït occupé dans le cadre de l'opération *Tempête du désert* n'a pas éliminé les risques d'attaque par les missiles Scud irakiens, a déclaré pour sa part un responsable du Pentagone.

Les forces aériennes américaines et alliées ont frappé des bases aériennes, des sites de missiles, des usines d'armes chimiques, des centres de commandement.

Selon des correspondants de la chaîne américaine CNN à Bagdad, elles ont en grande partie détruit le ministère irakien de la Défense et endommagé le siège du parti Baas. Le centre de télécommunications a été touché. Une raffinerie située sur une île du Tigre a été dévastée.

La Garde présidentielle, élite de l'armée irakienne, aurait également subi des pertes importantes. Un ministre koweïtien a fait état de centaines de soldats irakiens blessés au Koweït.

Tard hier soir, Moscou a révélé que le Palais présidentiel de Saddam Hussein avait été détruit.

Des correspondants égyptiens en Arabie saoudite ont dit avoir vu 50 chars irakiens T-62 de fabrication soviétique se rendre avec leurs équipages à la 4e division blindée égyptienne. Mais les autorités militaires égyptiennes ont ensuite qualifié cette information d'exacte.

Alors que le crépuscule tombait sur Bagdad, l'agence de presse irakienne a annoncé que la télévision irakienne avait soudainement cessé d'émettre tandis que retentissaient trois explosions et le grondement de l'artillerie anti-aérienne.

Selon un correspondant de Reuter à Bagdad, une vague de bombardiers a arrivée sur la capitale irakienne juste avant la tombée de la nuit.

Le gouvernement irakien a interdit les émissions en direct de Bagdad, réduisant au silence les journalistes de la chaîne de télévision américaine CNN après 16 heures de couverture en directe de la guerre du Golfe.

L'un des trois membres de l'équipe de CNN, John Holliman, a été le premier à annoncer le déclenchement des hostilités, vers 00 h 40 GMT (03 h 40 heure de Bagdad).

**Le roi de Norvège meurt**

OSLO (AFP) — Le roi Olaf V de Norvège est mort hier d'une crise cardiaque à l'âge de 87 ans, a rapporté la télévision norvégienne.

Le roi Olaf était le souverain régnant le plus âgé du monde. Il avait fêté le 2 juillet dernier ses 87 ans dans sa résidence d'été de Bygdoye Kongsgaard.

Hospitalisé le 29 mai dernier à la suite d'une péricardite compliquée d'une congestion cérébrale, le roi

avait quitté l'hôpital le 21 juin pour suivre un programme de rééducation.

Né le 2 juillet 1903 à Sandringham (Angleterre), Olaf V régnait sur la Norvège depuis septembre 1957. Il avait succédé à son père Haakon VII, né Carl de Danemark, choisi par les Norvégiens pour devenir leur roi en 1905 après la dissolution de l'union avec la Suède.

**AVIS PUBLICS**

Voir aussi en page B-6

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE MONTRÉAL NO. 500-02-032183-902  
**COUR DU QUÉBEC**  
PRÉSENT  
PROTONOTAIRE ADJOINT  
BANQUE DE MONTRÉAL  
Partie défenderesse  
C. MAXIMILIANO ALVARENGA & MILAGRO RODRIGUEZ  
Partie défenderesse  
ASSIGNATON  
ORDRE est donné au défendeur MILAGRO RODRIGUEZ de comparaître au greffe de cette cour situé au 1 est, rue Notre-Dame, Montréal, Québec, salle 1 100, dans les trente (30) jours de la date de la publication du présent avis dans le journal LE DEVOIR.  
Une copie du bref d'assignation, déclaration et avis a été remise au greffe à son intention.  
Veuillez agir en conséquence.  
Lieu: Montréal  
Date: 14 janvier 1991  
MICHEL MARTIN, P.A.

et de déposer votre comparution ou contestation dans les délais suivants, la demanderesse procédera à obtenir contre vous, par défaut, un jugement de divorce accompagné de toute ordonnance accordant les mesures accessoires qu'elle sollicite contre vous.  
LONGUEUIL, ce 14 décembre 1990 MAURICE JR TOURANGEAU, P.A.C.S.  
CANADA PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE MONTRÉAL NO. 500-02-043771-901  
**COUR DU QUÉBEC**  
PRÉSENT  
PROTONOTAIRE ADJOINT  
COMMISSION DES NORMES DU TRAVAIL  
Partie demanderesse  
155851 CANADA INC.  
Partie défenderesse  
ASSIGNATON  
ORDRE est donné à 155851 CANADA INC. de comparaître au greffe de cette cour situé au 1 est, rue Notre-Dame, Montréal, Québec, salle 1 100, dans les trente (30) jours de la date de la publication du présent avis dans le journal LE DEVOIR.  
Une copie du bref d'assignation, déclaration et avis 119 1 C.P.C. a été remise au greffe à l'intention de 155851 CANADA INC.  
Lieu: Montréal  
Date: 15 janvier 1991  
MICHEL MARTIN, P.A.

PAR ORDRE DE LA COUR Intimée  
La défenderesse, Dame Jacqueline Vienneau, est par les présentes requise de comparaître dans un délai de trente (30) jours de la dernière publication. Une copie de l'action en divorce a été laissée au greffe à son intention. Prenez de plus avis qu'à défaut par vous de signifier votre comparution ou contestation dans les délais susdits, le demandeur procédera à obtenir contre vous, par défaut, un jugement de divorce accompagné de toute ordonnance accordant les mesures accessoires qu'elle sollicite contre vous.  
LONGUEUIL, ce 20 décembre 1990 MAURICE JR TOURANGEAU, P.A.C.S.

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE LONGUEUIL NO. 505-04-01258-903  
**COUR SUPÉRIEURE**  
DAME SYLVIE FECTEAU  
Requérante  
ALAIN LAFAMME, Intimé  
PAR ORDRE DE LA COUR  
Le défendeur, monsieur Alain Lafamme, est par les présentes requis de comparaître dans un délai de dix (10) jours de la dernière publication. Une copie de l'action en déchéance de l'autorité parentale a été laissée au greffe à son intention. Prenez de plus avis qu'à défaut par vous de signifier

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE LONGUEUIL NO. 505-12-095585-909  
**COUR SUPÉRIEURE**  
LÉO-PAUL BOURQUE DIT BURBÉ,  
Requérant  
DAME JACQUELINE VIENNEAU,  
Intimée  
GILBERT CHAPADOS, P.A.

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE MONTRÉAL NO. 506-12-193574-914  
**COUR SUPÉRIEURE**  
DIVISION DE LA FAMILLE  
DIVORCES  
PRÉSENT  
PROTONOTAIRE ADJOINT  
GUY VALLIÈRES  
Partie demanderesse  
KATHLEEN MARGARET SHIELDS,  
Partie défenderesse  
ASSIGNATON  
ORDRE est donné à KATHLEEN MARGARET SHIELDS de comparaître au greffe de cette cour situé au 10 est, rue St-Antoine, Montréal, Québec, salle 1 100, dans les trente (30) jours de la date de la publication du présent avis dans le journal LE DEVOIR.  
Une copie de la déclaration en divorce a été remise au greffe à l'intention de KATHLEEN MARGARET SHIELDS.  
Lieu: Montréal  
Date: 14 janvier 1991  
GILBERT CHAPADOS, P.A.

**Gilles Lesage**  
de notre bureau de Québec

LE PREMIER MINISTRE reste confiant de pouvoir sauvegarder l'unité du Parti libéral du Québec (PLQ), au terme du débat constitutionnel qui y fait rage. Toutefois, et à lui, il ne peut dissocier l'association économique Québec-Canada que tous souhaitent avec l'intégration politique qu'il préconise depuis plus de 20 ans. Il fait confiance au réalisme des libéraux.

Tel est le message que M. Robert Bourassa a subtilement fait ressortir hier, en réponse aux questions des journalistes sur la difficulté de dégager un consensus parmi les militants libéraux. L'échange est intervenu au cours de la conférence de presse visant à rendre public un plan d'action de plus de 1 milliard \$ pour atténuer les effets de la récession et contribuer à la reprise, que M. Bourassa prévoit pour le second semestre de cette année. (Voir autre nouvelle en page 6 de ce cahier)

Le chef libéral se refuse à dire s'il est inquiet de la tournure des débats au sein du comité Allaire (commission constitutionnelle du PLQ), où des divergences entre les fédéralistes et les néo-souverainistes rendraient difficile un consensus acceptable aux dirigeants du parti. Il explique qu'il n'a pas directement participé aux débats. Mais il est informé de l'évolution des discussions et la recherche l'unité du PLQ.

« On connaît au Québec, depuis le 23 ou le 24 juin, une plus grande unité,

une plus grande solidarité. La force du Québec s'est affirmée davantage dans ce climat d'unité. Si on l'accepte, au-delà des partisaneries, il est normal que, comme chef de parti, je recherche l'unité de mon parti, et j'ai confiance que la résolution qui sera proposée pour faire l'unité. » Soumise aux membres réunis en congrès général, à la mi-mars, à Montréal, cette fameuse résolution sera rendue publique d'ici la fin du mois, probablement le lundi 28 janvier, au lendemain même du congrès national du PQ.

M. Bourassa, fort prudent, prend exemple sur le congrès des jeunes libéraux, en août dernier. Dans un premier temps, ils veulent une plus grande autonomie ou souveraineté du Québec; dans un second, ils veulent une union économique solide, ce qui implique « certains pouvoirs de taxation bien encadrés au gouvernement ou à l'autorité qui se trouverait à gérer cette union économique ». Tout en défendant avec beaucoup de conviction l'identité et l'avenir du Québec, plaide le chef libéral, les jeunes libéraux ont fait preuve de réalisme.

Il en souhaite autant du comité Allaire et de l'ensemble des militants, peut-on déduire de ses propos. Il ne veut pas en dire plus pour l'instant, « ça pourrait influencer la discussion », explique-t-il aux reporters. Toutefois, à une autre question concernant la Commission Bélanger-Campeau, le premier ministre précise sa pensée.

Selon lui, les mémoires, notam-

ment ceux des experts, mettent en relief une volonté très nette de changement chez les Québécois. De plus, une majorité semble souhaiter une association économique avec le reste du Canada. « Vous savez, depuis longtemps, depuis le début de ma carrière politique, que j'ai toujours insisté sur le fait qu'on ne pouvait pas dissocier une intégration économique avec une forme d'intégration politique. » Le même débat fait rage en Europe. S'il y a une union monétaire, il faut donner des pouvoirs additionnels au Parlement européen, élu au suffrage universel.

« Les Québécois veulent du changement, conclut M. Bourassa, c'est un fait qu'une majorité de Québécois voudraient rester étroitement associés sur le plan économique, au moins, avec le reste du Canada. Il s'agit de voir comment on peut appliquer ces objectifs dans le concret. » Il ne veut nullement s'engager quant à un éventuel référendum, encore moins sur sa teneur, avant d'avoir en main la résolution de son parti et le rapport Bélanger-Campeau.

Les yeux vifs, moqueur et fier, M. Bourassa réitère son « plaisir » de revoir les journalistes. Entre deux gorgées de lait, il se dit confiant de pouvoir continuer à servir les Québécois, fort de l'assurance des Québécois qu'il est tout à fait rétabli. À preuve, le suivi médical se fera désormais à Montréal.

Prenant le relais du premier ministre en conférence de presse, M. Jacques Parizeau a fait part de « toute la satisfaction que nous avons

de voir le premier ministre revenir en forme, en bonne santé, et avec, comment dire, la vigueur qui le caractérise habituellement ».

Ceci dit, le chef péquiste comprend l'extrême prudence de M. Bourassa. Il estime toutefois que les divergences du comité Allaire sont plus graves et profondes qu'il n'y paraît à prime abord, et que M. Bourassa en est fort conscient. Pour la première fois, il approche d'un moment de vérité. Il lui faudra prendre position et tailler dans le vif au cours des prochaines semaines.

M. Parizeau est convaincu que la majorité des Québécois sont en faveur de la souveraineté. Ce qui reste en discussion, c'est l'association économique, le maintien de l'espace économique canadien.

**Nos excuses**

Depuis quelques jours, la distribution du DEVOIR connaît des difficultés dans certaines régions. Des raisons indépendantes de la volonté de la direction du journal, des responsables de la distribution et de nos camelots ont entraîné quelques délais. Ces difficultés sont attribuables à des retards à l'impression du *Journal de Montréal* dont la distribution se fait en parallèle à celle du DEVOIR. Toutes nos excuses.

Soyez enfin libéré  
Cessez de fumer

# LA VIE ECONOMIQUE

Montréal, vendredi 18 janvier 1991

## Les banques baissent leur taux préférentiel

### Le taux d'escompte est maintenant à son plus bas niveau depuis deux ans

Michel Van de Walle  
de la Presse Canadienne

LE TAUX d'escompte de la Banque du Canada est à nouveau tombé de 22 centièmes hier pour s'établir à 11,08 %.

Prévoyant cette septième chute consécutive du taux directeur, les grandes banques à charte canadiennes avaient annoncé en avant-midi une baisse de leur taux préférentiel, qui est passé de 12,75 % à 12,25 %. Elles imitaient en cela la Banque de Montréal qui, dès mardi, avait abaissé son taux préférentiel de 12,5 à 12,25 %.

Il s'agit de la troisième baisse substantielle de 20 points de base ou plus depuis le début de l'année du taux d'escompte de la banque centrale. Il se situe à son plus bas niveau depuis deux ans.

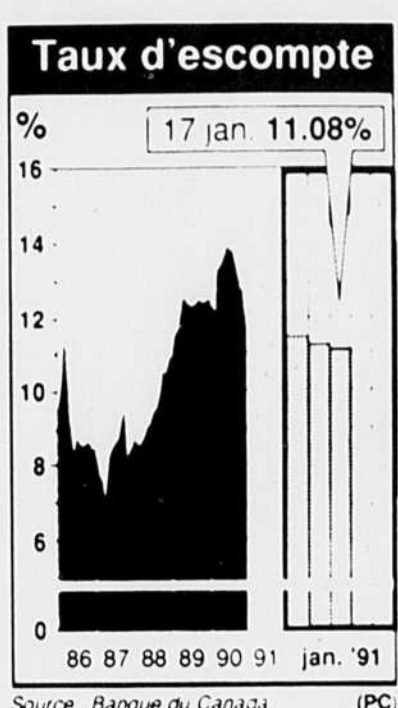
Économiste à la Banque nationale, Clément Gignac explique que ces baisses plus prononcées que prévu reflètent un mouvement identique aux États-Unis ainsi que des craintes inflationnistes moins intenses. La chute hier des prix pétroliers à l'é-

chelle mondiale est venue encore atténuer les inquiétudes relatives à l'inflation.

M. Gignac note également que le niveau élevé du dollar canadien en regard de la devise américaine vient accroître la « marge de manoeuvre » du gouverneur de la Banque du Canada, John Crow, pour abaisser encore les taux.

Mais l'économiste de la BN prévient que « le véritable test s'en vient » pour la devise canadienne. Selon lui, elle s'est maintenue à un niveau élevé ces dernières semaines surtout parce qu'elle était perçue par les investisseurs étrangers comme une monnaie refuge à cause de la crise dans le golfe Persique. Le Canada est un grand producteur de pétrole et se trouve loin du théâtre des opérations.

M. Gignac pense que le dollar canadien sera davantage mis à l'épreuve maintenant que les marchés estiment que la guerre contre l'Irak serait de courte durée et qu'elle n'affecterait pas les approvisionnements mondiaux en pétrole. Dans ce contexte, il prévoit que



Source: Banque du Canada (PC). L'assouplissement de la politique monétaire canadienne se poursuivra

mais plus lentement que ce ne fut le cas ces dernières semaines. Il pense que le taux d'escompte diminuera d'environ 1,5 pour cent au cours des quatre à cinq prochains mois.

Le recul des taux est évidemment alimenté aussi par les indices toujours accrus de récession au Canada : mises à pied massives, taux de chômage en hausse, baisse des profits des entreprises, faiblesse des mises en chantier, etc.

M. Gignac estime que le dollar est surévalué mais que la Banque du Canada ne laissera pas tomber la devise canadienne. « Il serait surprenant que M. Crow accepte une baisse du dollar canadien en bas de 84 à 85 cents américains », dit M. Gignac. Cela alimenterait alors les craintes inflationnistes chez les investisseurs étrangers.

Après avoir dépassé les 87 cents US ces derniers jours, le dollar canadien se repliait hier matin alors que se précisait la situation dans le golfe Persique. Quelques heures après l'ouverture des marchés, il avait retraité à 86,62 cents alors que mardi, avant l'enclenchement du conflit, il cédait à 87,19 cents US.

## Démission surprise du président de la

## Chambre du Québec

Claude Turcotte



Clément Joly

DE façon tout à fait inattendue, M. Clément Joly quitte la présidence de la Chambre de commerce du Québec. « Invoquant des motifs personnels », M. Joly a remis sa démission le 11 janvier », dit-on dans un communiqué laconique émis par la Chambre hier. M. Jean R. Lambert, qui avait précédé M. Joly à la présidence de cet organisme, occupera le poste jusqu'à la fin du présent terme, tout en poursuivant son mandat de président du conseil.

Bien entendu, personne ne croit que cette démission s'explique vraiment par des motifs personnels, d'autant plus qu'il a été tout à fait impossible hier de rejoindre aussi bien M. Joly que M. Lambert. Le premier aurait pu sans doute donner un éclairage plus large sur les raisons de son départ, lui, qui dans une importante entrevue au DEVOIR en novembre dernier, annonçait un programme majeur pour la réforme de la Chambre et qui promettait en outre de pousser plus avant le dossier constitutionnel, notamment par l'adoption d'une option constitutionnelle spécifique.

On se demande évidemment si sa démission a quelque chose à voir avec ces engagements et si M. Lambert entend donner suite au programme annoncé par M. Joly. Le Conseil d'administration de la Chambre s'est réuni avant-hier pour approuver le retour de M. Lambert à la présidence, tandis que les membres du bureau exécutif ont exprimé leur solidarité. M. Claude Descôteaux, vice-président exécutif de la Chambre depuis le mois de juillet dernier, n'a pas voulu faire de commentaires tant sur la démission que sur les perspectives d'avenir. Il appartient, a-t-il expliqué, au président de s'ex-

primer sur ces questions ainsi que sur d'autres alimentées par des rumeurs concernant la situation financière de la Chambre. « J'aimerais parler de la Chambre dans un autre contexte que celui d'une démission », a-t-il dit.

Quoi qu'il en soit, selon les rumeurs qui circulent, la Chambre connaîtrait des difficultés financières depuis quelques années et l'atmosphère à l'intérieur se serait détériorée à la suite de la mise à pied d'une douzaine d'employés un certain temps avant l'arrivée de M. Descôteaux. On raconte également que la Chambre de commerce de Montréal et le Montreal Board of Trade auraient engouffré des montants d'argent substantiels dans FOSIQ, une foire industrielle qui a eu lieu au Palais des congrès, qui n'aurait pas eu le succès escompté. Enfin, certains s'étonnent que cette année les Mercuriales auront lieu le 21 juin, alors que par les années passées cet événement très attendu dans les milieux d'affaires avait lieu en février.

## Trustco Général vend son bras immobilier

Serge Truffaut

AFIN d'être moins vulnérable aux contrecoups propres au bas de cycle dans le domaine immobilier, Trustco Général du Canada a décidé de vendre sa filiale Trust Général du Canada au Groupe Mutuelle des Fonctionnaires. Le montant de cette transaction n'a pas été dévoilé.

Au cours d'un entretien, M. Maurice Myrand, président et chef de la direction de Trustco Général, société membre du groupe financier Industrielle-Alliance, a confié que depuis plusieurs mois l'institution qu'il dirige voulait se départir de l'immobilier dans le but de « rebalancer notre position ».

Ainsi donc, Trustco Général pourra se concentrer davantage, conformément à sa nouvelle mission, dans les activités fiduciaires conventionnelles et dans les créneaux du prêt à la consommation et du prêt commercial.

Actuellement, les hypothèques re-

présentent environ 75 % des prêts accordés par Trustco Général, alors que la consommation ajoutés aux prêts commerciaux n'en représentent que 7 à 8 %. Dans ces deux secteurs combinés, cette société de fiducie voudrait que sa part de marché atteigne les 25 % d'ici trois ans.

Incidentement, il est important de souligner qu'au cours des récents mois certaines sociétés de fiducie se sont départies des activités qu'elles poursuivaient dans le courtage immobilier. À cet égard, on se rappellera que l'an dernier, le Canada Trust avait vendu Le Permanent.

Grâce à un réseau se composant de 63 succursales, Trustco Général entend se montrer plus agressif dans les services fiduciaires proposés aux individus et aux entreprises. À titre indicatif, M. Myrand a mentionné que les revenus générés par le courtage immobilier ont totalisé quelque 23 millions \$, soit 4 % seulement du chiffre d'affaires enregistré par

cette institution financière au cours de l'exercice 1990. Trust Général se compose de 25 bureaux au sein desquels oeuvrent 500 courtiers.

De l'autre côté de la barrière, soit au sein du Groupe Mutuelle des fonctionnaires du Québec, tant M. Jacques Labrecque, président-directeur général, que M. Claude Simoneau, président du conseil d'administration du Groupe, se sont réjouis de cette acquisition en mentionnant qu'elle serait placée sous la responsabilité de la Corporation financière MFQ, soit le holding financier de l'institution.

Selon les informations communiquées par M. Simoneau, le Groupe MFQ avait identifié l'immobilier comme créneau prometteur pour l'avenir. Avant d'entamer des négociations avec Trustco Général, « plusieurs dossiers ont été analysés », de préciser M. Simoneau.

Grâce à cette acquisition, la direction de Groupe MFQ s'est dit assurée d'être en mesure « d'établir rapide-

ment une synergie entre le bras immobilier et le bras financier ». À cet égard, cette institution entend s'appuyer particulièrement sur la Société nationale de fiducie, une des filiales de MFQ.

Le président du conseil a par ailleurs indiqué que faute de disposer de toutes les expertises nécessaires en matière de courtage immobilier, « nous avons pris la précaution de nous doter des compétences qui nous permettront d'être immédiatement opérationnels ». Pour se faire, le Groupe MFQ a choisi M. Paul Legault qui avait tenté, mais en vain, d'acquiescer les actifs situés au Québec de la compagnie Le Permanent, société qu'il a dirigée pendant une dizaine d'années.

Selon les informations fournies par M. Legault, la moyenne des revenus réalisés par les agents travaillant sous la bannière Trust Général est supérieure à la moyenne de l'industrie, signe jugé très encourageant pour l'avenir de ces activités.

## Bell investit 1,2 million dans la recherche à Polytechnique

BELL Canada et l'École Polytechnique ont signé un contrat de recherche de 1,2 million \$ qui s'étend sur trois ans et qui porte sur divers aspects de l'ingénierie de la qualité des logiciels, un domaine considéré comme stratégique pour l'avenir des télécommunications. Pour Bell Canada, il s'agit du plus important contrat de recherche octroyé à une université.

Le professeur Pierre N. Robillard, du département de génie électrique et de génie informatique, dirigera l'équipe de chercheurs, dont l'objectif est de « comprendre le processus de la conception d'un programme à sa

réalisation en langage informatique ». M. Robillard et son équipe ont déjà mis au point le progiciel Datrix avec l'aide du groupe de qualité de Bell Canada. Datrix teste une quarantaine de paramètres qui caractérisent un programme informatique.

Le directeur de Polytechnique, M. André Bazergui, fait valoir que « ce projet permet à l'École de se doter d'un groupe de recherche et développement en génie logiciel de niveau international où professeurs et étudiants peuvent participer à des travaux d'envergure et acquérir une expérience précieuse dans un domaine de pointe ».

## Desjardins ne prévoit pas de reprise avant l'été

d'après la Presse Canadienne

L'INDICE précurseur Desjardins est en baisse pour un septième mois consécutif, confirmant, si cela était nécessaire, que l'économie québécoise s'enfonce dans la récession.

La dernière livraison du bulletin mensuel sur l'IPD publié par la direction de l'analyse économique au Mouvement Desjardins indique en effet que l'indice a chuté de 1,4 % au mois d'octobre, le dernier mois pour lequel les données de base sont disponibles.

Selon ses concepteurs, l'IPD anticipe le comportement de l'économie au Québec d'environ six mois. « Compte tenu de ces résultats, une reprise de l'activité économique au

Québec semble peu probable avant le second semestre de 1991 », écrit l'économiste François Dupuis, responsable de la publication.

Il estime qu'avec une succession prévue de cinq trimestres consécutifs de décroissance de l'économie, « la récession en cours pourrait bien être l'une des plus longues période d'affaissement depuis la deuxième grande guerre », estime M. Dupuis.

« La sévérité de la récession inconnue à plus d'un titre », ajoute-t-il, notant que la détérioration du bilan financier des entreprises ainsi que la marge de manoeuvre financière limitée des gouvernements « accentuent le climat de pessimisme des Québécois. »

## L'émir a gagné la bataille autour des avoirs du Koweït

Marc Roche  
Le Monde

LE Koweït Investment Office (KIO), bras séculier de l'émirat en Europe, qui détient d'importantes participations dans un certain nombre de grandes sociétés du Vieux Continent, est le théâtre d'une sourde lutte de pouvoir opposant la famille royale aux gestionnaires d'une partie d'un fabuleux bas de laine estimé à plus de 100 milliards \$ US et placé dans les grandes places financières occidentales.

Une douzaine de responsables du top management du KIO ont récemment claqué la porte de cet organisme, propriétaire légal du trésor de guerre du gouvernement koweïtien en exil. Ce groupe de cadres a démissionné en bloc pour protester contre les choix politiques imposés au KIO par la famille régnante Al Sabah, qui détient les principaux leviers de commande du bureau londonien.

Les partants sont des hommes d'expérience, familiers de la gestion des portefeuilles et des dossiers micro-économiques, respectés pour leurs compétences dans la City. Ils contestent les orientations stratégiques du KIO depuis l'entrée des chars irakiens dans Koweït-Ville, le 2 août.

L'invasion du Koweït par l'Irak marquera, pour le bureau de Londres, chargé de la gestion de l'impressionnant portefeuille financier européen, l'apogée d'une période faste, celle d'une expansion tous azimuts de conquête industrielle accompagnée d'une grande autonomie par rapport au palais. L'un des moindres paradoxes d'une situation qui en compte tant est que l'occupation du

Koweït a permis à la famille de l'émir Jaber Al Ahmad Al Sabah de reprendre les leviers de commande du KIO.

Depuis l'automne, toutes les décisions du KIO relèvent d'un nouveau comité de direction, constitué notamment par le ministre des finances, le cheik Ali et le gouverneur de la Banque centrale, le cheik Salem, deux membres de la famille régnante. Leur priorité est claire : soutenir les banques koweïtiennes confrontées à des problèmes de liquidités; le fonctionnement du gouvernement (en exil) et la reconstruction du pays après la fin de l'occupation irakienne.

### La liquidation d'actifs

Pour répondre à cette nouvelle mission, le KIO s'est d'abord contenté de puiser dans sa trésorerie sans toucher à ses participations industrielles, à ses avoirs immobiliers ou à ses bons du Trésor américain. Dans un deuxième temps, le KIO a été contraint de se séparer de certaines participations de second plan dans des petites et moyennes entreprises européennes. Avec la vente, annoncée début janvier, de la division pétrochimique d'Erccros, le numéro un de la chimie espagnole (la part du KIO est de 39 %), à un holding luxembourgeois, un nouveau pas a été franchi dans l'érosion de son formidable patrimoine industriel-financier.

La City bruit de rumeurs faisant état de cessions prochaines de certains avoirs plus importants, notamment des participations dans des groupes britanniques ou ouest-allemands. Rappelons que le portefeuille du KIO en Grande-Bretagne comprend des participations minoritari-

res mais importantes dans BP, la Midland Bank, l'assurance, l'hôtellerie et l'immobilier de bureaux. « Le facteur temps est essentiel. Une liquidation plus substantielle d'actifs est d'autant plus probable que le règlement du conflit s'éternise. Après un certain laps de temps, nos avoirs en liquide seront épuisés », a déclaré ces jours-ci le ministre koweïtien des finances.

Exemple de la nouvelle stratégie politique de la famille Al Sabah, le KIO a été chargé de demander à la Kuwait Petroleum Company, la compagnie pétrolière nationale, installée dans un immeuble banal du centre de Londres, de procéder à une étude de la remise en marche de l'industrie pétrolière de l'émirat. Une firme pétrolière américaine a été chargée de ce rapport. Par ailleurs, des contacts ont été pris avec plusieurs compagnies britanniques de travaux publics pour fixer les conditions de leur participation à l'effort de reconstruction de l'émirat après la fin de l'occupation.

En revanche, tous les dossiers industriels sont en suspens, un attentisme qui contraint de nombreux gestionnaires de portefeuilles à se croiser les bras. « Avant le 2 août, on savait ce que le KIO voulait faire, il avait une stratégie industrielle très claire. Aujourd'hui, tout est en attente. Quand nous leur faisons des propositions, ils nous répondent : il y a d'autres priorités... On verra plus tard », explique un banquier européen du Square Mille.

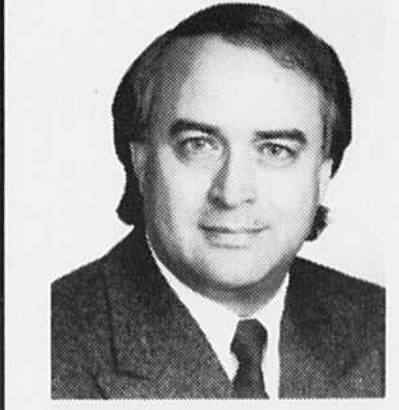
Face à la cathédrale, Saint Vedast House, un immeuble discret de Cheapside, en plein coeur de la City, apparaît écrasé par la masse des gratte-ciel de verre et de métal. Au premier abord, rien n'a changé au

KIO depuis l'invasion de l'émirat : l'absence de plaque à l'entrée du siège, les nombreux gardes de sécurité, les rideaux perpétuellement tirés et les caméras de surveillance soulignent le goût du secret du propriétaire du « 150 ». Jadis, les portraits de l'émir et du prince héritier constituaient les seules notes originales d'un décor lugubre et vieillot.

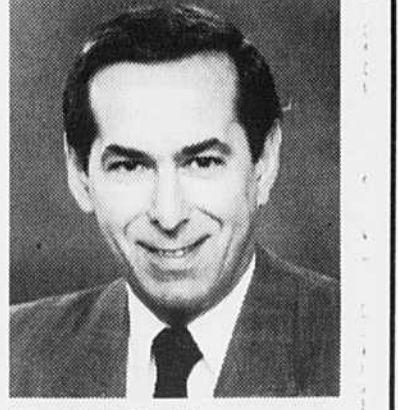
Aujourd'hui, les murs de la réception sont couverts de posters de l'Association for Free Kuwait, appelant à la résistance, et de photocopies d'articles de journaux arabes publiés à Londres, sur les atrocités commises par les troupes de Saddam Hussein. Les managers écossais et les cadres koweïtiens, installés de longue date à Londres, partagent ces bureaux exigus avec les réfugiés bloqués à Londres par la crise du Golfe. Tout ce monde doit désormais s'efforcer de vivre en harmonie dans une institution qui ressemble ces jours-ci, à une serre portée à haute température où s'exacerbent rancœurs, intrigues et états d'âme.

## NOMINATIONS HYDRO-QUÉBEC

M. Richard Drouin, président du Conseil et chef de la Direction, est heureux d'annoncer la nomination de M. Jacques Duguay au poste de vice-président, Communications et Relations publiques, et celle de M. Jean-Marie Gonthier au nouveau poste de vice-président, Qualité.



Jacques Duguay



Jean-Marie Gonthier

M. Duguay aura la responsabilité de définir les orientations, les stratégies et les encadrements en matière de communications et de relations publiques, et de gérer les activités de l'entreprise reliées à ces domaines. De 1969 à 1985, M. Duguay a occupé plusieurs postes de direction dans le secteur des communications, particulièrement dans les milieux gouvernementaux, universitaires, et internationaux. Au moment de sa nomination à Hydro-Québec, il était directeur des Relations publiques à l'Université Laval.

M. Gonthier sera responsable de la mise en oeuvre du Défi performance, projet orienté vers une gestion rigoureuse de la qualité. M. Gonthier est entré à Hydro-Québec en 1969 et a œuvré dans la fonction Ressources humaines jusqu'en 1986. Son expérience de gestionnaire l'a mené au poste de vice-président régional, poste qu'il cumulait, au moment de sa nomination, avec celui de vice-président délégué, Finances et Administration.

**DON IN MEMORIAM**

Fondation québécoise du cancer

2075, rue de Champlain  
Montréal (Québec)  
H2L 2T1  
Tél.: (514) 527-2194

# Bourassa annonce un plan de 1,5 milliard pour atténuer les effets de la récession

## Le chef de l'opposition déplore la timidité du gouvernement

Gilles Lesage

de notre bureau de Québec

LE PREMIER MINISTRE du Québec évalue à environ 1,5 milliard \$ l'activité économique qui sera suscitée par l'ensemble des mesures qu'il a annoncées hier en vue d'atténuer les effets de la récession et d'appuyer la reprise, plus tard en 1991.

Selon M. Robert Bourassa, plus de 21 000 emplois seront créés ou soutenus. À lui seul, le programme d'aide à la construction domiciliaire, avec 8000 mises en chantier supplémentaires, permettra d'injecter près de 1 milliard \$ et de créer quelque 16 000 emplois en 1991. Si l'on ajoute l'impact de l'accélération des investissements publics, annoncée en avril dernier, le nombre d'emplois ainsi créés ou soutenus atteindra 26 000.

Aussitôt après la conférence de presse du chef du gouvernement, M. Jacques Parizeau s'est réjoui de ce qu'il met en œuvre et a réaffirmé sa reconnaissance qu'il y a récession. Toutefois, à l'examen des mesures rendues publiques par M. Bourassa, le chef de l'opposition manifeste un enthousiasme mitigé devant la timidité gouvernementale. « Espérons, dit-il, qu'il trouvera l'eau suffisamment réchauffée pour être capable de faire davantage. Je m'engage à le pousser dans cette voie d'ailleurs. »

Le nouveau programme d'aide à la construction domiciliaire vise, en réduisant les taux d'intérêt à un niveau inégalé depuis près de 25 ans, à stimuler les mises en chantier cette année. Les acheteurs auront le choix entre : une garantie d'un taux d'intérêt hypothécaire de 8,5 % pour les trois prochaines années; ou une subvention égale à 4,5 % du coût de l'habitation, avec un maximum de 5000 \$. De façon générale, seront admissibles à cette mesure tous les acheteurs d'un logement neuf, à titre de résidence principale, mis en chantier d'ici au 30 septembre prochain. La valeur maximale des logements reflète la situation du marché dans les régions du Québec. Par exemple, elle est fixée à 150 000 \$ pour la Communauté urbaine de Montréal.

Les institutions financières asso-

ciées, pour le moment, sont les Caisse populaires, la Banque Nationale du Canada et le Trust Royal, qui ont déjà consenti une réduction de un demi-point de leur taux d'intérêt. M. Bourassa s'attend à ce que les autres institutions financières suivent à brève échéance. Le coût brut de ce programme pour le gouvernement est estimé à 170 millions \$ au cours des quatre prochaines années. De plus, le solde de 12,3 millions \$ de Corvée Habitation sera utilisé pour financer ce programme.

Un autre programme porte sur la rénovation d'immeubles locatifs, dont le budget de 15 millions \$ pour 1990-91 est augmenté à 55 millions \$ en 1991-92, pour des investissements de quelque 90 millions \$ d'ici la fin de l'année, et la rénovation de 2500 unités. Le volet propriétaire-occupant rural du programme d'aide à la restauration résidentielle (PARCQ) aura un budget accru de 8,8 millions \$ en 1991, pour un total de 15,8 millions \$.

D'autre part, accompagné de son ministre des Finances, M. Gérard D. Levesque, le premier ministre a fait part de l'accélération additionnelle d'investissements du secteur public en 1991 : 105 millions \$ dans la santé et les services sociaux, 145 millions \$ dans l'éducation et l'enseignement supérieur et 61 millions \$ dans le secteur des affaires culturelles, notamment pour le Musée d'art contemporain, à Montréal. Compte tenu de l'accélération de 279 millions \$ annoncée lors du dernier budget, 590 millions \$ d'investissements publics auront été décaissés pour soutenir l'économie, d'ici mars 1992.

Le premier ministre a aussi fait état de l'aide au financement des entreprises en difficulté temporaire, dont l'enveloppe de 45 millions \$ prévue au budget d'avril dernier a été augmentée de 30 millions \$ avant les Fêtes. La SDI dispose donc désormais de 75 millions \$ pour l'Opération relance PME. À ce jour, 115 dossiers ont été autorisés ou sont à l'étude à la SDI; ils impliquent des demandes de prêts totalisant 57 millions \$, soit une aide moyenne de 500 000 \$ par entreprise.

De plus, afin de réaliser divers projets de développement régional,



Le premier ministre, Robert Bourassa, accompagné par son ministre des Finances Gérard D. Levesque, a présenté, hier, un plan de relance économique.

le gouvernement augmente ses engagements de plus de 3 millions \$, pour des projets de plus de 5 millions \$ dans les diverses régions du Québec.

Dans une déclaration remise à la presse, M. Bourassa note que la hausse récente du déficit budgétaire — à 2 milliards \$, soit 230 millions \$ de plus que prévu en avril dernier — illustre l'impact de la détérioration de la conjoncture sur les revenus et les dépenses budgétaires, notamment les programmes de sécurité du revenu, aide sociale et autres. « Ceci témoigne de notre détermination à utiliser les leviers à la disposition du gouvernement pour atténuer les premiers effets de la récession » au Québec, où le taux de chômage se situe à près de 12 %.

Le ralentissement est réel, mais il faut éviter de dramatiser, ajoute M. Bourassa : la situation ne saurait être comparée à celle de 1982 et un redressement s'amorce durant la seconde moitié de 1991. La récession serait donc plus courte et moins « sévère » qu'il y a 10 ans. Toutefois, la durée et l'ampleur de la récession dépendent en définitive de facteurs extérieurs au Québec. M. Bourassa pense en particulier aux taux d'intérêt et au taux de change du dollar canadien, qui doivent baisser rapidement vers des niveaux compatibles avec une reprise de la croissance de la production et de l'emploi. Le Québec ne dispose pas de tous les leviers, mais il agit dans la mesure de ses compétences et de ses moyens, alors que l'économie en a le plus besoin, au creux de la récession. Au sujet de la guerre dans le golfe

Persique, M. Bourassa a repris son propos de la veille : la participation du Canada est « compréhensible », car elle s'inscrit dans ses engagements envers l'ONU, sa mission de paix à travers le monde et de respect du droit international.

Quant aux contrats « secrets » d'Hydro-Québec avec les aluminières, le premier ministre fait valoir que ce sont les entreprises, et non la société étatique, qui s'opposent à leur divulgation, pour des raisons de compétition et de concurrence mondiale. Mais l'affaire étant en cour, il se fait prudent, pour respecter le sub judice.

De son côté, le chef de l'opposition se réjouit des mesures d'aide à l'habitation, qui s'inscrivent dans la foulée de celles du gouvernement péquiste, il y a près de 10 ans, mais il estime que le gouvernement aurait dû faire plus appel à la solidarité des entreprises et des travailleurs. Au sujet de l'accélération des investissements publics, M. Parizeau note qu'elle n'a donné à peu près aucun résultat depuis un an. Il y a donc là un problème de crédibilité pour le gouvernement.

Quant au reste, pour lui, ce sont des « peanuts », notamment quant à l'aide aux entreprises en difficulté. Le chef péquiste ne comprend pas que le gouvernement n'ait pas recours au plan Biron 3 qu'il a soumis, avant les Fêtes, avec son ancien collègue de l'Industrie et du Commerce. Dans l'ensemble, c'est un plan timide, conclut M. Parizeau, mais au moins, le gouvernement admet enfin que la récession fait rage et que les gouvernements doivent agir.

# L'idée d'une confédération décentralisée plaît aux experts

Michel Venne

de notre bureau de Québec

PLUSIEURS EXPERTS ont proposé ces jours-ci à la Commission Bélanger-Campeau de refaire le Canada selon différents modèles tous apparentés à une forme de confédération décentralisée.

La confédération, contrairement au régime fédéral actuel, est vue comme une union d'États qui conservent un niveau plus ou moins élevé de souveraineté, selon la formule retenue, et qui partagent des institutions politiques communes dotées de certains pouvoirs.

Selon les propositions soumises cette semaine, cette confédération pourrait unir deux, quatre ou cinq États, dont le Québec bien entendu, chapeautés par une forme de gouvernement confédéral ou supranational, c'est selon. Certains voudront qualifier la formule qu'ils préfèrent de « superstructure », ce terme énigmatique lancé il y a un an par le premier ministre Robert Bourassa.

Il est intéressant de voir que pour arriver à des fins semblables, soit un Canada remodelé, certains préconisent une patiente négociation sans rupture avec le reste du pays, tandis que d'autres, comme le professeur de droit de l'Université de Sherbrooke, M. Pierre Patenaude, affirment que le Canada n'acceptera de bouger que si le Québec déclare au préalable sa souveraineté.

Le politologue Léon Dion, dont l'influence auprès du premier ministre est généralement reconnue, soutenait d'ailleurs la semaine dernière dans un texte publié par *La Presse* que le Canada anglais serait susceptible d'accepter plus aisément un régime confédéral que la souveraineté-association du Parti québécois parce que l'intégrité territoriale et le statut international du pays seraient préservés. D'après la formule qu'il propose, les autres provinces maintiendraient le régime fédéral actuel, mais devraient consentir à ce qu'une constitution distincte sanctionne les liens que le Québec, doté de sa propre constitution, maintiendrait avec elles.

Il semble acquis dans l'esprit de tous qu'il est essentiel, comme l'affirmait mardi M. Thomas Courchesne, directeur de la School of Policy Studies de l'université Queen de Kingston, « de s'éloigner du moule canadien actuel et de mettre sur la table des approches différentes ».

Le professeur Gérard Bergeron, professeur à l'École nationale d'administration publique, affirme qu'il faudrait « recommencer à neuf » et proposer, comme le faisait M. Charles Taylor, de l'université McGill, « quelque chose comme une reprise de la Conférence de Charlottetown de 1864, c'est-à-dire des négociations où l'échec ne nous laisserait plus dans le statu quo, mais signifierait la fin du pays ».

M. Courchesne proposait pour sa part une « Communauté des Canadas », formée de cinq régions qui seraient libres de rapatrier sous leur juridiction ou de laisser à une autorité centrale commune, dotée d'un parlement élu (Chambre basse) et

d'un conseil fédéral (Chambre haute), tous les pouvoirs fédéraux existants ou à venir.

Le parlement élu exercerait les pouvoirs législatifs dans les domaines que lui confieraient les cinq régions associées : le Québec, l'Ontario, les Maritimes, l'Ouest canadien et une cinquième région dite des Autochtones et des Territoires. Les députés provenant d'une région qui aurait rapatrié les pouvoirs dans un domaine X ne pourraient pas voter cependant sur les questions relatives à ce champ de juridiction. D'où un problème soulevé par le chef péquiste Jacques Parizeau : le gouvernement élu pourrait être facilement défait par l'opposition. M. Courchesne a dû convenir que son modèle pouvait ne pas fonctionner.

Hier, le professeur de droit de l'université Laval, M. Patrice Garant, est venu proposer une nouvelle confédération Canada-Québec qui comprendrait deux États fédérés et un super-État auquel seraient dévolues essentiellement des compétences en matière économique et internationale. Il a lui-même soutenu que sa proposition avait l'avantage de réunir la souveraineté-association dans un fédéralisme renouvelé. M. Garant soutient que l'impasse du fédéralisme actuel exige un déblocage qui rend illusoire la démarche de l'amendement constitutionnel et que la souveraineté s'impose simultanément à la proposition d'une nouvelle union politique et économique.

Mercredi, le professeur Edmond Orban, de l'Université de Montréal, préconisait quant à lui une superstructure s'inspirant en partie du Conseil nordique, une sorte de confédération regroupant cinq pays du nord de l'Europe, dont la Suède et la Norvège, qui conservent leur souveraineté tout en resserrant leur coopération dans un certain nombre de domaines, par exemple par l'harmonisation de leurs législations dans des domaines particuliers.

Le politologue Vincent Lemieux a plaidé pour sa part en faveur d'un processus long, qui comporte trois consultations populaires : deux référendums séparés par des élections générales. Le premier référendum permettrait de choisir entre fédéralisme et associationnisme l'orientation préférée des Québécois. Les électeurs choisiraient ensuite par des élections le parti le plus apte à diriger le Québec, y compris dans les négociations avec les autres gouvernements du Canada. Enfin, un nouveau référendum porterait sur un statut politique précis. Cette dernière consultation devrait se dérouler avant la fin du mandat du prochain gouvernement.

Il faut une certaine lenteur au processus, soutient M. Lemieux, si l'on veut impliquer la population. Une certaine lenteur, c'est du moins le pari qu'il formule, permettrait aux Canadiens anglais de se convaincre que le Québec n'est pas le seul problème et qu'il faut rechercher avec lui une solution dans un cadre nouveau. Les chances d'en arriver à de nouveaux arrangements avec un processus comme celui-ci, dit-il, sont meilleures qu'une rupture précipitée.

# Québec veut restreindre l'activité des pourvoyeurs dans les ZEC

Louis-Gilles Francoeur

QUÉBEC n'écarte pas l'idée de mettre les pourvoyeurs qui voudront opérer dans les zones d'exploitation contrôlées (ZEC) sur le même pied que tout individu qui se présente sur ces territoires pour que ces entreprises ne profitent pas de leurs moyens financiers et techniques pour s'acquiescer les meilleurs terrains de chasse à l'ours, une chasse de plus en plus populaire au Québec.

C'est ce qu'a déclaré hier au DEVOIR le sous-ministre responsable de la faune, M. André Magny. Ce dernier était invité à réagir au mouvement de protestation qui se dessine dans les ZEC contre l'idée de permettre aux pourvoyeurs sans territoire exclusif d'y guider des clients étrangers ou québécois pour la chasse à l'ours.

Les ZEC sont des territoires publics qu'on a enlevés aux anciens clubs privés pour les confier à des associations sans but lucratif. À côté de ces organismes, on trouve deux types de pourvoyeurs, concurrents des ZEC.

Un récent projet de Québec devait compromettre ce délicat équilibre. Le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche (MLCP) a en effet promulgué un projet de règlement obligeant les chasseurs étrangers à passer obligatoirement par des pourvoyeurs pour chasser l'ours au Québec. Et il annonçait du même coup qu'il permettrait aux ZEC d'accorder, si elles le veulent, à des pourvoyeurs sans territoire exclusif le droit d'oeuvrer chez elles.

Assez bizarrement, les ZEC, créées pour augmenter l'accès des Québécois au cheptel des terres publiques, s'opposent à ce que les chasseurs à l'ours et à l'original venant de l'étranger soient confinés chez les pourvoyeurs à droits exclusifs. Elles avaient pourtant consenti au Sommet sur la faune à ce que Québec expérimente cette formule qui force les étrangers à dépenser davantage lors de leur séjour.

Les ZEC s'opposent, mais pour d'autres raisons, à ce que les pourvoyeurs sans territoire exclusif puissent organiser sur leur territoire des chasses à l'ours ou à l'original au profit de leurs clients.

Forcés d'accueillir leurs clients sur des territoires publics souvent vidés de gibier, plusieurs pourvoyeurs voient comme une planche de salut la possibilité de pouvoir faire pénétrer leurs clients dans les ZEC, où on gère les cheptels animaux avec beaucoup plus de rigueur. Même des pourvoyeurs à territoires exclusifs envisagent aujourd'hui d'acheter des permis de « non exclusif » pour avoir, eux aussi, le droit d'utiliser les ZEC comme assurance contre leurs propres exagérations...

Des pourvoyeurs ont d'ailleurs commencé à opérer illégalement à l'intérieur des ZEC sans que le MLCP ne lève le petit doigt. Forts de leurs moyens techniques et financiers, ces pourvoyeurs ont accaparé les meilleurs territoires des ZEC par un appâtage soutenu et la construction de caches, évacuant de fait les autres chasseurs moins fortunés.

En entrevue, le sous-ministre Magny a reconnu qu'une telle situation pouvait « causer un déséquilibre » potentiellement préjudiciable au principe de l'égalité des chances, que ces pratiques soient ou non entérinées par les gestionnaires. C'est pour ces raisons, a-t-il dit, que le ministère envisage de modifier le système proposé de façon à mettre les clients des pourvoyeurs sur le même pied que n'importe quel autre chasseur du Québec. Dans cette hypothèse, les pourvoyeurs pourraient guider et conseiller leurs clients mais ne pourraient s'acquiescer quelque portion du territoire par des équipements ou des appâts.

Soyez enfin libéré Cessez de fumer

## avis de demande d'un permis d'alcool

Régie des permis d'alcool du Québec

Toute personne, société ou groupement visé dans l'art. 60 du Code de procédure civile peut, par écrit motivé, assentiment et transmis à la Régie, s'opposer à une demande de permis ci-après énumérée, dans les 15 jours de la présente publication, ou s'il y a eu opposition, intervenir en faveur dans les 30 jours de cette publication.

Cette opposition ou intervention doit être accompagnée du certificat attestant de son envoi au requérant ou à son procureur, par poste recommandée, et être adressée à La Régie des permis d'alcool du Québec, 1 rue Notre-Dame est, suite 9.200, Montréal, Québec, H2Y 1B6.

Nom et adresse du requérant	Nature de la demande	Endroit d'exploitation
PAUSE CAFE CHARMAND INC. La Croisannerie 3575, ave du Parc.	1 Restaurant pour vendre dans Aire Commune	3575, ave du Parc. Local 5608 Montréal
MALAGARDIS Stavros Papa Sous Marin Enr. 2576, Hochelaga Montréal.	1 Restaurant pour vendre	2576, Hochelaga Montréal
BRASSERIE LUC ET GILLES INC. Taverne du Boulevard Enr. 252, boul. Labelle Ste-Thérèse.	Changement de catégorie de 2 Taverne dont une sur terrasse à 2 Bars dont 1 sur terrasse	252, boul. Labelle Ste-Thérèse
BRASSERIE CANNÉBIÈRE 1986 INC. Brasserie Cannébière Enr. 4975, Beauport Montréal.	Changement de catégorie de Taverne à Brasserie	4975, Beauport Montréal
LE RESTAURANT-BAR L'ARBITRE INC. L'Arbitre 4975, boul. des Grandes Prairies St-Leonard.	Changement de catégorie de Taverne avec danse et spectacles à Bar avec danse et spectacles	4975, boul. des Grandes Prairies St-Leonard
2845-6770 QUEBEC INC. Taverne Chez Baptiste 1045, Mont Royal Est.	Changement de catégorie de Taverne à Brasserie (Demande amendée)	1045, Mont Royal Est
2842-7219 QUEBEC INC. La Nausée C.P. 743 Station B Montréal.	Bar avec danse, spectacles et films	9, Ste-Catherine Est Montréal
BEAULIEU, Anne-Marie Variétés Calagest Enr. 126, ave Gordon Verdun.	1 Épicierie	4610, boul. Verdun
RESTAURANT ANNAËL INC. Le Café du Boulevard 2580, boul. Daniel Johnson Laval.	1 Bar avec spectacles 1 Bar sur terrasse 2 Restaurants pour vendre	2580, boul. Daniel Johnson Laval
CARLO RICCIO ROBERTO DILEMME MICHELINA MONACO Bar Trix Enr. 5800, boul. Métropolitain Est St-Leonard.	1 Bar	5800, boul. Métropolitain Est St-Leonard

2847-1290 QUEBEC INC. Kota Restaurant 3627, boul. St-Laurent Montréal.	1 Restaurant pour vendre	3627, boul. St-Laurent Montréal
SALON DE BILLARD LE GENTIL-HOMME INC. Salon de Billard Le Gentilhomme 117, rue St-Eustache St-Eustache.	1 Bar ter étage & Mezzanine suite à un changement permanent de l'emplacement dans Centre Sportif (DEMANDE CORRIGÉE)	117, rue St-Eustache St-Eustache
LE GROUPE FORBAIL LTEE P.B. Bar de la Plaza 5580, Menneville St-Leonard.	Changement de catégorie de Taverne avec danse et spectacles à Bar avec danse et spectacles (DEMANDE CORRIGÉE)	6289, rue St-Hubert Montréal
131330 CANADA INC. Brasserie Ste-Foy 550, boul. Ste-Foy Longueuil.	Changement de catégorie de Taverne avec danse et spectacles et d'une Taverne sur terrasse à Brasserie avec danse et spectacles sur terrasse	553, boul. Ste-Foy Longueuil
2727-3862 QUEBEC INC. Restaurant Karl Enr. 3140, Chemin Chamby Longueuil.	1 Restaurant pour vendre	3140, Chemin Chamby Longueuil
2847-0276 QUEBEC INC. La Nouvelle Bar Restaurant 4650, Côte Vertu Suite 200 St-Laurent.	1 Bar avec danse, films et spectacles 1 Restaurant pour vendre (DEMANDE AMENDÉE)	67, Montée Gagnon Bois des Filon
2411-8275 QUEBEC INC. Bar Desormeaux Enr. 2269, Desormeaux Montréal.	Changement de catégorie de Taverne à Bar et addition d'autosation de danse et spectacles	2269, Desormeaux Montréal
152176 CANADA INC. Chez Hervé 955 & 957, boul. Hôtel de Ville Laval.	Changement de catégorie de Taverne à Bar	955 & 957, boul. Hôtel de Ville Laval
ZAHABI, Nasser N. et N. Enr. 806, Cure-Labelle Laval.	1 Épicierie	806, Cure-Labelle Laval
144271 CANADA INC. Taverne Industrielle 10965, Notre-Dame Est Montréal.	Changement de catégorie de Taverne à Bar	10965, Notre-Dame Est Montréal
JEAN-LOUIS HEBERT, GILLES BEAUCHEMIN, DIANE PAQUETTE Brasserie Au Maximum 2291, Mont Royal Est Montréal.	Changement de catégorie de Taverne à Brasserie	2291, Mont Royal Est Montréal
VINET, Carmen Le Relais du Voyageur 9751, Notre-Dame Est Montréal-Est.	Changement de catégorie de 1 Taverne à Brasserie et addition d'autosation de spectacles	9751, Notre-Dame Est Montréal-Est

Le président et directeur général Ghislain K.-Lafamme, avocat

# LE DEVOIR

## DISTRIBUÉ EN FLORIDE

### JUSQU'À LA FIN DE MARS 1991

Les vacanciers trouveront LE DEVOIR aux endroits suivants:

**MIAMI BEACH**  
GOLDEN SHORES  
18190 Collins Avenue

**HOLLYWOOD**  
BEACH SUNDRIES  
328 Johnson Street

**SUNSHINE FOOD**  
MARKET  
18110 Collins Avenue

**DELI FOOD MARKET**  
302 Johnson Street

**FORT LAUDERDALE**  
A1A CUNNINGHAM'S  
A1A Oakland Park

**DANIA**  
LUCKY 7 STORE  
1414 S. Federal Hwy

**POMPANO OCEANSIDE**  
31 N. A1A Extension  
Pompano Beach

Québec

## La guerre du Golfe

### EN BREF...

#### Médecins et infirmières cubains en Irak

LA HAVANE, Reuter — Les 250 médecins et infirmières cubains qui travaillent en Irak ont commencé à prodiguer des soins aux victimes des raids aériens des États-Unis et de leurs alliés mais n'ont jusqu'ici enregistré aucun blessé parmi eux, rapportait hier l'agence Prensa Latina. Dans une dépêche de Bagdad, l'agence cite des responsables du ministère irakien de la Santé selon lesquels tous les membres des équipes médicales cubaines envoyées en Irak sont indemnes. Dans la capitale irakienne, les Cubains sont au travail dans deux hôpitaux, écrit Prensa Latina sans donner de précisions sur le nombre des victimes des bombardements. L'ambassadeur de Cuba en Irak, Juan Aldama, a dit au journal que toute les mesures nécessaires étaient prises pour protéger les équipes médicales cubaines, basées à An Nassiriah dans le Sud irakien et à Mosoul dans le Nord.

#### Kissinger prévoit la reddition rapide de l'Irak

WASHINGTON (AFP) — L'ancien secrétaire d'État Henry Kissinger a estimé hier qu'il était « probable » que les forces irakiennes au Koweït fassent leur reddition d'ici « moins de deux semaines », à la suite du succès des premières opérations militaires alliées. Dans une interview à la chaîne de télévision CBS, M. Kissinger a souligné que le président George Bush avait pris une « décision correcte et courageuse » et qu'il y avait maintenant « la possibilité de mettre au point des solutions pacifiques à un certain nombre de problèmes ». Il a cité notamment la question israélo-arabe qui pourrait être désormais traitée « avec les pays modérés comme l'Égypte, l'Arabie saoudite et la Jordanie (...) sans la menace des capacités offensives de l'Irak ».

#### La BBC augmente ses émissions en arabe

LONDRES Reuter — La BBC a annoncé hier qu'elle renforçait ses émissions en langue arabe pour permettre aux populations d'Irak et du Koweït de suivre l'évolution de la guerre du Golfe. La durée quotidienne des émissions du service arabe de la BBC a été augmentée de plus de trois heures et portée à 14 heures depuis le déclenchement des hostilités, dans la nuit de mercredi à jeudi. « La nuit dernière, la radio de Bagdad n'a diffusé aucune information sur les raids aériens alliés pendant plusieurs heures, a déclaré la BBC. Il est clair que les gens, en Irak et au Koweït, voudront désespérément des informations auxquelles ils puissent se fier ».

#### Missile perdu

ADANA, Turquie (AFP) — Un chasseur F-15 américain a « perdu par accident » un missile AIM-9 air-air lors de son atterrissage hier vers 14 h 30 GMT sur la base turque d'Inçirlik près d'Adana, a-t-on appris sur place de source militaire américaine. L'incident n'a fait aucune victime. Le chasseur appartient à un escadron de 48 avions de combat dépêchés en début de semaine par les États-Unis pour renforcer les capacités aériennes à la frontière nord de l'Irak. 96 chasseurs et bombardiers ont été autorisés à se poser sur la base d'Inçirlik par les autorités turques.

#### Dégâts émotionnels chez les enfants

WASHINGTON (AFP) — Les enfants pourraient être psychologiquement les premières victimes d'un pays en guerre et les experts américains se sont mis à la tâche pour tenter de prévenir les dégâts émotionnels au sein de cette tranche de la population. « Des enfants ont été admis (dans notre établissement), effrayés et inquiets, a déclaré Sharon Ross, porte-parole de l'hôpital pour enfants (Childrens Hospital) de San Diego. Nous avons fait appel à notre psychologue pour enfants pour nous aider à ce sujet. » L'hôpital a mis en place une ligne téléphonique mercredi pour les « latch-key kids », ces jeunes qui restent seuls à la maison pendant que leurs parents travaillent. Les experts pensent que la couverture télévisée extensive des combats dans le Golfe et les discussions des adultes sur les combats qui peuvent surprendre les enfants peuvent laisser ces derniers dans la crainte que la guerre est aux portes de leur communauté. Il est conseillé de garder les enfants à l'écart des nouvelles et de rassurer les enfants en bas âge en respectant la routine quotidienne.

#### La Belgique expulse sept diplomates

BRUXELLES Reuter — La Belgique a décidé hier d'expulser sept diplomates irakiens, a annoncé le porte-parole du ministère belge des Affaires étrangères, cité par l'agence de presse Belga. Les diplomates irakiens devront avoir quitté le territoire belge avant 15 h GMT. Après les expulsions, seul l'ambassadeur, Ziad Haider, et un collaborateur de rang diplomatique pourront rester en Belgique, précise Belga, ajoutant que le porte-parole n'avait donné aucune explication des raisons qui ont entraîné la décision belge.

## Les pays occidentaux sont en état d'alerte

LONDRES (Reuter) — Les pays occidentaux étaient hier en état d'alerte maximum contre de possibles attentats de groupes liés à l'Irak après la menace d'une guerre sainte brandie par le président Saddam Hussein contre les États-Unis et leurs alliés.

Les autorités américaines ont resserré les dispositifs de sécurité à l'échelle nationale, hier, en prévision d'éventuels actes de terrorisme liés aux raids aériens des États-Unis et de leurs alliés contre l'Irak.

Le FBI, chargé de la sécurité sur le territoire américain, la CIA, l'Administration de l'aviation fédérale (FAA) et les services douaniers ont placé leurs agents en état d'alerte maximum. De hauts responsables ont consacré une série de réunions aux risques d'attentats, hier matin, à la Maison-Blanche, au département de la Justice et au siège du FBI.

Des bombes ont déjà explosé près de divers bâtiments américains à travers le monde depuis le déclenchement de la guerre du Golfe dans la nuit de mercredi à hier. Aucun attentat n'a été signalé aux États-Unis, où les services de sécurité sont en état d'alerte depuis l'invasion du Koweït le 2 août.

La sécurité a été renforcée autour des aéroports, des ambassades et des installations pétrolières à travers l'Europe de l'Ouest, où les visiteurs en provenance des pays arabes faisaient l'objet de contrôles renforcés.

À Paris, la plupart des ministres de l'Intérieur des pays européens se réuniront aujourd'hui à Paris pour faire le point de la lutte anti-terroriste, deux jours après le début de la guerre du Golfe.

En Égypte, le principal pays arabe engagé dans la coalition anti-irakienne, des mesures sans précédent ont également été prises, comme la fermeture des musées et de nombreux sites touristiques.

Seuls les Pyramides du Caire et les temples de Haute-Égypte restaient ouverts au public, mais avec un accès étroitement contrôlé, a-t-on appris de source proche des services de sécurité.

La police était en outre présente en force autour des grands hôtels du Caire.

En Europe de l'Ouest, des mesures exceptionnelles ont été prises en France et en Grande-Bretagne, deux pays engagés aux côtés des États-Unis dans les hostilités, ainsi qu'en Allemagne, où 200 000 militaires américains sont stationnés.

En Grande-Bretagne, la police avait interpellé quelques heures avant le début des hostilités une trentaine de ressortissants irakiens au nombre des 67, pour la plupart des étudiants, dont l'expulsion avait été ordonnée il y a quelques jours.

Trente-cinq autres l'ont été hier. Un porte-parole du Home Office a indiqué qu'ils seraient expulsés « dès que les circonstances le permettront ». Hier soir, six Irakiens ont été

arrêtés à Glasgow, détenus « en vertu d'un ordre d'expulsion ».

En Allemagne, des services de sécurité avaient arrêté quatre ressortissants arabes au cours d'une série de perquisitions, les militaires américains et leurs familles ont été priés d'éviter les lieux publics comme les bars et les restaurants proches de leurs bases.

Selon la chaîne de télévision des forces américaines, la plupart des écoles réservées aux enfants des militaires ont été fermées en Allemagne, de même qu'en Belgique et aux Pays-Bas, au moins jusqu'au début de la semaine prochaine.

De nombreuses missions diplomatiques des États-Unis ont également été fermées au public. Leur sé-

curité est assurée par des policiers en armes et, dans certains cas, par des cordons de barbelés.

À Athènes, la police grecque surveillait étroitement hier l'ambassade d'Irak, où se trouveraient deux ou trois personnes soupçonnées de préparer des attentats terroristes contre des cibles occidentales, en particulier américaines, a-t-on appris de source policière.

Les membres de ce commando sont arrivés depuis environ un mois, et les services de renseignement américains, qui prennent très au sérieux la menace, estiment que des attentats pourraient intervenir dans les prochains jours, a-t-on appris dans les milieux informés occidentaux.

Quelques 2500 militaires américains sont stationnés en Grèce, en particulier dans deux grandes bases de l'île de Crète. Les stocks d'approvisionnement pétrolier pour le ravitaillement de la 6<sup>e</sup> flotte américaine sont surveillés, estime la même source, par des agents américains.

La sécurité a de même été renforcée autour du siège de l'OTAN à Bruxelles.

De nombreuses alertes à la bombe ont été signalées dans plusieurs capitales. L'une d'entre elle visait le lycée français de Bonn, situé à moins d'un kilomètre de la Chancellerie fédérale, dont les élèves ont été renvoyés chez eux.

En France, le ministre de l'Intérieur Pierre Joxe a décrété une « alerte renforcée » en même temps que la mise en oeuvre de la deuxième phase du plan « Vigipirate », un dispositif « dissuasif », destiné à faire échec à toute menace terroriste mobilisant les 200 000 policiers et gendarmes français.

Mais plus que les éventuelles menaces terroristes, le gouvernement redoute une « déstabilisation intérieure » venue de Maghrébins où de jeunes des banlieues.

En Italie, des mesures ont également été prises pour renforcer la sécurité autour d'installations industrielles stratégiques.

Si le gouvernement s'est refusé à donner des détails sur ce dispositif, la compagnie pétrolière ENI a révélé que ses raffineries étaient concernées.

Des milliers de soldats ont en outre été déployés autour des bases militaires américaines et des installations de l'OTAN dans la Péninsule.

À Rotterdam, site du plus important complexe de raffinage pétrolier au monde, des dispositifs de protection sont en place depuis le début de la semaine.

Pour les gens ordinaires, ce renforcement général de la sécurité est le plus sensible dans les aéroports où les passagers sont soumis à des fouilles très strictes.

Des policiers en armes étaient visibles hier à l'aéroport londonien d'Heathrow, où le départ, dans la matinée, d'un vol *El Al* à destination d'Israël a fait l'objet d'une surveillance particulièrement étroite.



Un agent de sécurité de la Gendarmerie royale du Canada, bien armé, monte la garde devant l'ambassade américaine à Ottawa.

PHOTO CP

## L'armée soviétique ne peut garantir qu'elle n'attaquera pas le Parlement lituanien

VILNIUS (AFP) — Le général Iouri Nauman, membre de l'état-major soviétique envoyé en Lituanie par le ministère de la Défense, a refusé hier de garantir que l'armée n'attaquerait pas le Parlement de la république balte.

Au cours d'une conférence de presse à la maison des officiers à Vilnius, qui sert également de quartier général au parti communiste fidèle à Moscou, le général a toutefois ajouté que « le Parlement est tellement bien protégé que les militaires n'ont pas envie de l'attaquer », refusant de donner des garanties.

Le Parlement lituanien a été transformé en véritable camp retranché. Des doubles rangées de tranchées anti-chars viennent ainsi d'être creusées. À l'intérieur, les défenseurs sont de mieux en mieux armés, a constaté sur place une journaliste de l'AFP. Les grandes baies vitrées sont bouchées par de nombreux sacs de sable.

À Paris, les ministres des Affaires étrangères de la CEE ont averti Moscou hier que la communauté pourrait geler toute forme d'aide autre qu'humanitaire à l'URSS en cas d'aggravation de la situation en Lituanie.

Le chef de la diplomatie luxembourgeoise, M. Jacques Poos, dont le pays assure la présidence de la CEE, a déclaré que les Douze pourraient

décider rapidement des « mesures à l'encontre de l'URSS », s'ils « constataient une reprise de la répression militaire avec mort d'homme ».

Les ministres des Douze étaient réunis pour discuter du conflit du Golfe, mais ils ont également évoqué la situation en Lituanie, à la demande de leur collègue danois Uffe Ellemann Jensen.

Ils ont à nouveau « averti l'URSS de renoncer à la force », a déclaré M. Poos, en indiquant que le comité politique des Douze avait été chargé de suivre la situation afin de permettre aux ministres de prendre les « décisions qui s'imposent en cas d'aggravation de la situation ».

La CEE a par ailleurs confirmé sa volonté de renforcer la surveillance de la distribution de l'aide alimentaire d'urgence fournie à l'URSS par ses États membres, afin de s'assurer qu'elle parvient bien à ceux qui en ont besoin, a encore dit M. Poos.

De son côté, l'URSS a refusé hier la convocation d'une réunion extraordinaire de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCÉ) pour discuter de l'intervention militaire soviétique en Lituanie et de la situation dans les autres républiques baltes, a-t-on appris dans les milieux de la CSCÉ.

Quatre pays neutres (Autriche, Finlande, Suède, Suisse) et trois des nouvelles démocraties d'Europe cen-

trale (Hongrie, Tchécoslovaquie, Pologne) avaient proposé mercredi lors d'une réunion d'experts de la CSCÉ à Vienne une telle réunion pour discuter de questions d'urgence en application de la Charte de Paris de la CSCÉ signée en novembre dernier, a-t-on précisé de même source.

L'intervention militaire soviétique avait fait apparaître des « doutes » sur le respect, par l'URSS, des engagements pris par les 34 pays de la CSCÉ (tous les pays d'Europe, sauf l'Albanie, plus les États-Unis et le Canada) dans la Charte de Paris, a-t-on précisé de même source.

Les décisions de la CSCÉ doivent être prises par consensus des 34 pays.

L'expert soviétique, dont le nom n'a pas été précisé, a affirmé mercredi qu'il n'a aucune instruction de Moscou à ce sujet. Hier, il a rejeté l'idée d'une telle réunion, arguant qu'elle serait une immixtion dans les affaires intérieures de l'URSS, selon la même source.

La réunion d'experts avait débuté lundi à Vienne et prendra fin aujourd'hui. Elle est consacrée notamment à des questions budgétaires et de personnel en rapport avec les nouvelles institutions (centre de prévention des conflits, secrétariat...) de la CSCÉ.

Enfin, le Parlement lituanien a décidé d'organiser une consultation sur

la nouvelle constitution de cette république adoptée en décembre dernier, a indiqué aux journalistes à Vilnius le député nationaliste radical Virgilius Cepaitis.

Il a parlé à ce propos de « test » politique sans dire qui pourrait prendre part au vote ni quand il se tiendrait. Le Soviet Suprême (Parlement) soviétique a décidé mercredi de la tenue d'un référendum le 17 mars dans tout le pays pour demander aux Soviétiques s'ils souhaitent le maintien d'une Union de républiques souveraines.

Les nationalistes lituaniens estiment qu'ils ne sont pas concernés par ce scrutin puisqu'ils affirment ne pas faire partie de l'URSS. Ils organiseraient donc une autre consultation, sorte de réponse au référendum national.

La nouvelle constitution lituanienne prévoit la possibilité de tenir des référendums. Les nationalistes visent ainsi à montrer que la majorité de la population (3,6 millions d'habitants, dont 20 % de non Lituaniens) veut l'indépendance.

Par ailleurs, la situation était calme hier soir à Vilnius où les nationalistes craignent que l'armée soviétique ne profite du fait que l'attention internationale se porte sur le Golfe pour intervenir contre le parlement. Aucun mouvement anormal n'était signalé en début de soirée.

## L'appui à l'Irak coûte très cher au Soudan

Paul Lewis

The New York Times

NATIONS UNIES — La décision du Soudan d'appuyer l'Irak dans la crise du Golfe pourrait alourdir la peine des 15 millions d'affamés de la Corne de l'Afrique. L'Organisation des nations unies a en effet décidé de retarder la mise en oeuvre d'une grande opération de sauvetage destinée à acheminer 1,2 million de tonnes d'aide alimentaire d'urgence dans cette région éprouvée.

À cette fin, le sous-secrétaire général de l'ONU, M. James Jonah, devait en effet visiter Khartoum, la capitale soudanaise demain. Mais après avoir discuté avec des officiels américains du Secrétariat d'État, M. Jonah a décidé de remettre cette visite, alléguant qu'elle pourrait donner lieu à des manifestations et à des émeutes anti-américaines. L'officiel onusien espère maintenant visiter Khartoum le mois prochain.

La Maison-Blanche est pourtant contrariée par ce délai et ne croit pas au danger de violence contre la mission. Des officiels américains affectés à l'aide humanitaire ont constamment répété, ces derniers temps, que la situation était critique dans la région et qu'elle nécessitait une action urgente. « C'est leur décision, mais nous avons tenté de le convaincre (M. Jonah) d'y aller quand même. Nous avons déjà trop attendu », a déclaré un de ces officiels.

L'ONU estime que plus de 7 millions de Soudanais risquent la famine cette année. Les missions d'aide sont affectées par la forte réticence des pays occidentaux, qui soupçonnent

Khartoum d'empêcher la nourriture de se rendre à destination.

En décembre dernier, 19 000 tonnes de nourriture en provenance de l'Europe avaient mystérieusement disparu. On a alors soupçonné le gouvernement d'avoir distribué ces vivres à ses soldats en lutte contre les indépendantistes du sud du pays. Khartoum empêche toujours les agences internationales de faire transiter la nourriture vers cette région en proie à la guerre.

Selon la FAO, organisation spécialisée affiliée à l'ONU, quelque 27 millions de personnes dans 25 pays d'Afrique sont menacées plus ou moins directement par la famine. La Corne de l'Afrique — Éthiopie et Soudan — est la région la plus touchée, avec 15 millions de victimes appréhendées.

Plus tôt ce mois-ci, l'ONU a pu venir en aide aux populations des provinces éthiopiennes d'Erythrée et du Tigré (4 millions de personnes menacées). L'aide a pu transiter par le port de Massoua, tenu par des rebelles, le gouvernement s'étant engagé à ne pas s'interposer.

Le gouvernement américain a aussi accusé l'Angola d'avoir saboté l'aide aux populations vivant dans la zone occupée par l'UNITA, la guérilla soutenue par les États-Unis. Encore la semaine dernière, le porte-parole Richard Boucher du Département d'État a vertement critiqué le gouvernement de Luanda.

## L'OLP promet de venger le triple assassinat

TUNIS (Reuter) — Trois dirigeants de l'OLP assassinés lundi soir à Tunis, dont l'adjoint de Yasser Arafat, Abou Iyad, ont été inhumés hier près de la capitale tunisienne.

Le chef de l'OLP a promis, dans une oraison funèbre, que les instigateurs de ce triple assassinat seraient châtiés.

Selon des dirigeants de la centrale palestinienne, l'assassin d'Abou Iyad, de Hael Abdel-Hamid (Abou al-Houl), « ministre de l'Intérieur » de l'OLP, et de Fakhri al-Omari, adjoint d'Abou Iyad, un Palestinien de 28

ans, a admis avoir des liens avec Israël.

Les dirigeants de l'OLP avaient prévu d'enterrer les trois hommes à Amman, la capitale jordanienne. Mais le déclenchement des hostilités par les forces américaines et alliées contre l'Irak, a remis en cause leur projet.

Les trois hommes ont été inhumés dans le cimetière des martyrs, à Hammam Echatt, près de Tunis, où de nombreux autres fedayine sont enterrés.

## Helmut Kohl devient officiellement chancelier

BONN (AFP) — Le chrétien-démocrate Helmut Kohl est devenu hier le premier chef de gouvernement issu d'un Parlement librement élu dans une Allemagne unie depuis Adolf Hitler, mais cet événement historique a été totalement éclipsé par la guerre du Golfe.

La quasi-totalité de la séance du Bundestag (Chambre basse du Parlement) a été consacrée à un débat sur le conflit militaire déclenché quelques heures plus tôt pour chasser les troupes irakiennes du Koweït.

Helmut Kohl, 60 ans, a été facilement réélu par les députés du Bun-

destag avec 378 voix pour, 257 contre et neuf abstentions.

À peine élu, Helmut Kohl a fait une courte déclaration gouvernementale sur le Golfe dans laquelle il a assuré les alliés coalisés contre Saddam Hussein de la « solidarité » de l'Allemagne.

Principal artisan de la marche forcée vers la réunification qui a abouti à la fusion des deux États allemands le 3 octobre, M. Kohl va pendant les quatre prochaines années avoir la lourde tâche de gérer la reconstruction de l'Allemagne de l'Est.

## Rabat sévit

RABAT (AFP) — Trente-deux personnes ont été condamnées hier par le tribunal de première instance de Rabat à des peines allant de quatre mois à un an de prison ferme, a-t-on constaté sur place.

Ces prévenus avaient été arrêtés à la suite des manifestations qui s'étaient déroulées dans des quartiers populaires de la capitale marocaine au lendemain de la grève générale du 14 décembre dernier.

## CARTES D'AFFAIRES

**ROBIC**

Fondée en 1892

55 St-Jacques  
Montréal, Québec  
Canada, H2Y 3X2  
Télex: 05 268656  
Fax: (514) 845-7874  
Tél.: (514) 987-6242

Agents de  
brevets  
d'invention  
et de marques  
de commerce

## ÉDITORIAL

## La guerre n'est pas finie

La guerre n'est pas finie. On aurait pu croire le contraire tard mercredi soir quand les nouvelles du plus vaste assaut militaire de l'époque moderne se sont confirmées. Les médias américains passaient de l'appréhension à une sorte de fierté patriotarde. Le président irakien, Saddam Hussein, semblait devenu un tigre de papier. Les bombardements alliés, précis, chirurgicaux comme on dit maintenant, paraissaient avoir si bien détruit ses installations stratégiques qu'il n'avait même pas eu le temps d'entreprendre une riposte. On n'en revenait pas, d'ailleurs, de cet étrange silence de Bagdad, dont on nous avait tant dit la redoutable puissance technique. En quelques heures, on a senti bouger une opinion américaine jusque-là assez réticente. Après tout, puisque c'était possible d'écraser l'ennemi de cette façon, sans trop d'horreur, peut-être fallait-il le faire.

Le lendemain, les nuances ont paru avec la lumière du jour. Personne ne peut affirmer, avec certitude absolue, que Hussein est vraiment terrassé, qu'il ne prépare pas quelque spectaculaire opération de sabotage de champs de pétrole koweïtien, ou de terrorisme ailleurs dans le monde. Et quoi qu'il en soit, même si on pilonnait complètement les centres de commandement irakien, et si on détruisait les bases de missiles et les usines chimiques, il resterait de la besogne, difficile et peut-être sale, à terminer au Koweït où les troupes irakiennes sont toujours en place, forces massives d'occupation. Quand les bombes auront fini de parler, rien ne sera vraiment réglé.

Il faut donc revenir à ses sens, après la nuit du grand fracas. Rien n'est simple, ni décisif. Si l'arasement de la force de frappe irakienne se confirme, même ceux qui souhaitent la prolongation des sanctions devraient reconnaître que voilà un acquis, et que le Moyen-Orient pourra respirer un peu plus librement désormais. Ce n'est pas demain que le dictateur, s'il survit, pourra reconstituer un arsenal qui aurait continué à menacer toute la région pendant de longs mois encore, si on avait décidé de l'asphyxier plutôt à petit feu.

Mais ce succès probable porte aussi sa part de danger. Il conforte ceux qui ne prennent même pas le temps d'avoir des états d'âme avant de mettre de l'avant des solutions militaires. Traumatés par leur échec au Vietnam, les Américains, notamment, avaient une confiance limitée en leur panoplie d'armements extraordinaires. Mais voici que la haute technologie semble enfin tenir ses promesses coûteuses. On peut penser que le prochain président à mettre le doigt sur la gâchette aura moins de difficulté à convaincre ses commettants.

Or même si l'heure n'est pas de refaire, encore une fois, la genèse de ce conflit,

il faut redire que la guerre où nous nous retrouvons est largement le fruit d'erreurs des alliés d'aujourd'hui, qui n'ont plus d'autre choix que de se repentir brutalement pour les corriger. La propulsion américaine — et française, et allemande et britannique — à avoir une morale variable à l'égard des dictateurs a littéralement créé un Saddam Hussein, dont la folie meurtrière et le jusqu'au-boutisme aveugle faisaient l'affaire des Occidentaux, tant qu'il s'attaquait à leurs ennemis. La larve à l'oeil, on fait semblant de découvrir aujourd'hui la souffrance des masses arabes sous ce genre de régimes.

De même, c'est de la plus grande hypocrisie de continuer à refuser de voir la région comme une poudrière, tant que ne sera pas résolu le problème pa-

l'ité de la pire menace militaire contre son territoire, décidait de raidir encore sa position et convainquait Washington d'en faire autant. Dès hier, les manifestations spontanées de milliers de citoyens prenant fait et cause pour l'Irak dans plusieurs pays arabes dont certains de la coalition anti-Hussein, devaient déjà faire craindre ce scénario.

Plutôt que de se gargariser de grands discours sur un « nouvel ordre international » que cette guerre est bien loin de faire avancer, c'est à l'objectif plus limité mais plus concret et urgent d'un nouvel ordre régional au Moyen-Orient que les pays de la coalition devront se consacrer, le plus rapidement possible. Tel sera le vrai test de l'efficacité des Nations unies, au nom desquelles on monte au front aujourd'hui.

Tel sera le test aussi de la volonté canadienne. Ce n'est pas sans effroi et sans inquiétude qu'on aura vu le Canada s'engager dans une guerre, après quarante ans de consolidation de son rôle de force de paix. Mais en cette affaire comme en tant d'autres qui exigent un jugement moral, on ne peut s'en remettre à un corps de doctrine comme le font en automates des pacifistes qui auraient préféré tendre l'autre joue à Hussein plutôt que de voir un seul fusil allié pointé contre l'Irak. Le gouvernement conservateur, et notamment le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Joseph Clark, n'ont jamais été, depuis leur arrivée au pouvoir, les faucons que l'opposition dénonce aujourd'hui. Ils ont mené une politique mesurée, à bien des égards plus respectable — rappelons-nous l'Afrique du Sud — que leurs prédécesseurs libéraux. Leur soutien actif à la politique des Nations unies est resté circonspéct quo qu'on en dise, comme le soulignait hier le premier ministre du Québec, M. Bourassa. Et leur décision de laisser sous commandement canadien les forces présentes dans le Golfe marque une distance que ni les Français, ni les Britanniques n'ont jugé bon de garder vis-à-vis du commandement américain.

Dans une affaire aussi complexe, le raisonnement du gouvernement est certes plus convaincant que celui de l'opposition libérale qui s'est repliée sur un anti-américanisme primaire. Secoué par l'incroyable bourde de son chef, M. Jean Chrétien, qui souhaitait en début de semaine que le Canada se retire tout simplement du Golfe, et renonce à tout rôle, même défensif, au moment où la force alliée passerait à l'attaque, le caucus libéral a préféré se taire et profiter des sondages. Pitoyable démagogie que même le mouvement pacifiste, espérons-le, saura reconnaître s'il lui reste quelque intérêt pour les enjeux énormes et complexes de ce conflit. Le simplisme, plus que jamais, est l'un de nos pires ennemis.

LISE BISSONNETTE

## C'est à un nouvel ordre régional au Moyen-Orient qu'on doit désormais se consacrer

lestinien. Certes, il faudrait être de la dernière naïveté pour prétendre que Hussein, en annexant le Koweït, cherchait autre chose que du butin et souhaitait forcer le monde à s'occuper enfin de la question palestinienne. Mais la course aux armements, dans la région, et dès lors le danger d'une autre dérive du même genre que celle de l'Irak, ne s'arrêteront pas tant que les conditions d'une paix durable ne seront pas réunies.

Il y a bel et bien là un « lien » avec la situation d'Israël et de ses voisins, et les tergiversations américaines quant à la tenue d'une conférence internationale pour la paix au Moyen-Orient deviennent encore plus odieuses. Certes, on met trop d'espoir dans ce genre de réunion, qui a rarement réussi à livrer des conversions et des revirements importants. Mais le refus de l'accepter est devenu, dans le monde arabe, le symbole de l'arbitraire américain. De toute urgence, maintenant que Saddam Hussein semble à toutes fins utiles vaincu, l'Amérique doit consentir à cette proposition que la France parrainait jusqu'à l'ultime veille du conflit.

Il ne faut pas laisser la moindre chance au président Hussein de poser en victime d'un combat inégal, et maintenant que le voile apparaît, en soldat d'une désespérance palestinienne dont il se souciait bien peu hier encore. Mais c'est justement ce qui risque d'arriver si Israël, prenant acte de la dispa-



LE MONDE

## Jean-Robert Sansfaçon

## Attendre . . .

IL Y A des jours . . . des jours où on se prend à regretter que papa et maman n'aient pas été un peu plus prudents.

Vendredi dernier, comme tous les matins, mon premier geste au réveil avait été de descendre cueillir les journaux. Mais ce matin-là, pas de journaux. Disparus, piqués. Tant pis, un café rapide, une douche et hop ! le dépanneur, mon rendez-vous chez le médecin, la banque et vogue la galère.

Brrr . . . Il ne faisait pas chaud, -21°. Au comptoir du dépanneur, tous les titres allaient dans le même sens : la guerre, inévitable. Merde ! Un serrement de coeur, un peu de rage. L'impuissance. Le monde entier attendait, il attendait sans trop savoir ce qu'il attendait au juste. La guerre ou le statu quo ? La sensation d'être attaché sur des rails et de voir venir le train, de loin. Sommes comme ça, nous qui n'avons jamais connu la guerre qu'assis dans notre salon. Le réel irréal.

Je monte dans ma bagnole, impossible de lancer le moteur. Frieux celui-là. Je reviens à l'appartement, je téléphone pour une remorqueuse, et j'attends. J'en profite pour épilucher les journaux et prendre un autre café. Le temps passe et il est bientôt 9 h 45. Mon rendez-vous chez le médecin est à 10 h, quelque part dans l'Est. Tant pis pour la remorqueuse.

Cinq minutes d'attente pour l'autobus au coin de la rue, ça va. Dix minutes et j'ai déjà les vingt doigts gelés, les yeux qui pleurent et le nez qui coule comme deux entailles dans le tronç d'un érable au printemps. J'aurais dû m'habiller plus chaudement, comme qui doit prendre un bus l'hiver à Montréal.

Je me dandine en tapant des mains, je sautille, je frétille, à tel point que mon voisin, un petit moustachu, un habitué du stand up, se sent obligé de m'encourager : « Fait fret, hein ? Je souris et je me calme. Extérieurement seulement, parce qu'intérieurement je bous. Plus je gèle et plus je bous, une façon comme une autre de me réchauffer.

L'AUTOBUS arrive, les gens qui me précèdent montent en silence, montrent vaguement leur carte et vont s'asseoir tranquillement. Je monte à mon tour et m'apprête à enguirlander le responsable de mon inconfort. Surprise ! c'est une femme. Et jolie en plus. Mais bon, homme ou femme, elle doit payer d'égal à égal.

J'entends de lui servir mon numéro de client insatisfait, elle se met à rire . . . J'attaque d'une seconde salve, elle me répond comme le petit moustachu : « Fait froid aujourd'hui, hein ? » Rien à faire, la bonne humeur incarnée. Et moi, le bébé gâté, le prototype du parfait grognon.

Dix minutes encore et je descends. Tiens, un Jean Coutu. Je suis déjà largement en retard à mon rendez-vous, mais j'ai un pressant besoin de mouchoirs en papier. J'en profite pour prendre une boîte de pastilles. Et des huîtres fumées.

Au moment de payer, c'est la Pologne. Une seule caisse en opération et pas moins de huit personnes avant moi. Preuve que la rareté n'est pas la seule cause des files d'attente sur terre, le profit a aussi ses exigences. L'amitié promise dans la pub, il faut se la mériter. J'attends un peu, histoire de vérifier le débit tout en gardant un oeil sur l'autre caisse. Peine perdue. Je plaque tout sur place et je sors.

J'aurais pourtant dû savoir qu'il n'y avait aucune urgence pour ce rendez-vous, les docteurs sont des spécialistes de l'attente.

EN SORTANT vers 12 h 20, je m'arrête à la banque la plus près. Quelle idée géniale que ces guichets automatiques ! Sauf à l'heure du midi. Ça aussi je le sais pourtant, c'est comme ça tous les jours. Pour éviter toute attente, il faut passer entre 11 h et 11 h 30.

Sauf le premier du mois. Alors là, attention ! C'est le jour des chèques d'aide sociale. Quinze minutes avant

l'ouverture le matin, la file s'organise et ça ne déroule plus jusqu'à la fermeture. À éviter complètement. C'est mon tour et paf ! Pas de blague : l'écran me fait une immense grimace. De pied de grue en pied de nez, j'en ris ou j'en pleure ?

Avec 4 \$ en poche et l'estomac dans les talons, me reste plus que le Macdo d'à côté comme choix de resto. Entretemps, je l'espère, la machine à piastres aura repris du mieux. Et chez Macdo, on n'attend jamais.

— Un big-mac s.v.p., sans sauce.  
— Sans sauce ?  
— Sans sauce.

Je paie, et j'attends. « T'aurais dû aller chez Harvey's », m'a conseillé plus tard une amie. Peut-être bien, mais là, j'étais chez Macdo et j'attendais mon big-mac sans sauce.



Je suis repassé à la banque avant de revenir chez moi à pied et de me mettre au travail en attendant la remorqueuse. Cette file, elle pouvait prendre son temps, j'avais tout l'après-midi.

Heureusement d'ailleurs, car c'est à cinq heures qu'on a sonné à ma porte. Or le temps s'étant réchauffé, le démarrage fut possible sans survolage. 15 \$ par la fenêtre, et bof !

À la radio, les *Actualités*. Chacun y allait de son commentaire au sujet de cette ultime rencontre de la dernière chance. Le monde entier frissonne mais à travers les propos de certains commentateurs, c'est la peur de l'avortement qui transpire. Les cadavres des uns sont le gagne-pain des autres. Et pas seulement des militaires.

Quelques jours encore à attendre avant d'être fixés. Une attente dont on se passerait mais qui vaut mieux que n'importe quel coup de canon.

Vers neuf heures, je suis sorti pour voir un film. Et oui, il y avait la file ! D'abord la queue pour payer son billet, puis la queue avant d'entrer en salle.

Qu'est-ce qui empêche d'ouvrir une ou deux caisses supplémentaires à l'entrée des cinémas à salles multiples ? Moins d'inutiles déchireurs de tickets et plus de caissières. Ou encore, de vendre des places à l'avance ? Impossible, selon le grand patron de Cinéplex Odeon. Un problème de comptabilité, paraît-il. À croire que les queues font partie des plans de marketing des distributeurs pour impressionner les passants.

ROLAND BARTHES écrivait que partout où il y a attente, il y a transfert. « Si j'attends à un guichet de banque, au départ d'un avion, j'établis aussitôt un lien agressif avec l'employé dont l'indifférence dévoile et irrite ma sujétion. . . Je dépend d'une personne qui se partage et met du temps à se donner, comme s'il s'agissait de faire tomber mon désir, de laisser mon besoin. »

Et il ajoutait : « Faire attendre est la prérogative constante de tout pouvoir, le passe-temps millénaire de l'humanité. . . »

Des attentes, petites et grandes. De l'impatience à l'espoir.

Puis le froid fit place à la pluie. La journée avait été normale, sans histoire. La soirée s'annonçait banale. Aucun bon film à la télé. Je n'attendais personne et ne m'attendais à rien.

Et la guerre arriva sur un bruit de rumeur et les couleurs d'un feu de joie. Dans nos salons, à l'heure de grande écoute. Un nouveau téléroman avec de vraies bombes et de vrais missiles. Pour tous, c'était la fin de l'espoir et pour certains, le début du désespoir. Le bal des vampires.

Une nouvelle attente s'installait, plus grande encore que toutes les autres, celle de la paix.

## LETTRES AU DEVOIR

## Deux commentaires

LE DEVOIR du 19-12-90 m'inspire les deux commentaires suivants :

1— La question référendaire proposée par M. Louis Bernard est très intéressante. Mais ne pourrait-on pas aller un peu plus loin et poser la question suivante : « Acceptez-vous que le Québec déclare son indépendance si, après une période de négociation d'au plus deux ans, une entente de souveraineté-association ou de fédéralisme renouvelé ne peut être conclue avec le Canada et, par la suite, acceptée par le peuple québécois ? »

2— Est-ce que, comme l'affirme Mme Ariane Emond, Radio-Canada a éliminé la télévision régionale de concert avec le gouvernement fédéral ou bien Radio-Canada a-t-il éliminé la télévision régionale pour que les coupures soient spectaculaires et impopulaires de manière à pousser le gouvernement fédéral à revenir sur sa décision. Je ne connais pas la réponse à cette question mais il n'est peut-être pas ridicule de penser que les trop nombreux gros salariés du siège central ont préféré couper de nombreux rameaux en région plutôt que scier la branche luxuriante et beaucoup trop longue sur laquelle ils sont assis.

Michel Gallay  
St-Laurent, 20 décembre 1990

## Médecins souverainistes

AU MOMENT où sondage après sondage, on apprend qu'une majorité de Québécois est favorable à la souveraineté-association et même à l'indépendance, il est consolant de voir, en page couverture de l'*Actualité Médicale*, journal hebdomadaire que reçoit chaque médecin du Québec, édition du 12 décembre 1990, que la Fédération des omnipraticiens du Québec, dans son mémoire présenté devant la Commission Bélanger-Campeau, prend ouvertement position pour la souveraineté-association. Ce même journal cite le Dr Marcien Fournier, président sortant de l'Association médicale canadienne, à l'effet que « les médecins doivent participer activement à la définition de leur pays ».

Guy Blanchard, médecin  
Montréal, 21 décembre 1990

## Y a-t-il des paranoïaques dans la salle ?

Il faut être sourd et aveugle pour affirmer que le Canada en bloc rejette le Québec. Ces ténors du rejet n'ont donc point vu en juin les représentants de huit provinces ratifier l'accord du célèbre lac qu'il n'est plus nécessaire de nommer ? Qui n'a pas voulu signer ? L'autochtone du Manitoba et le premier ministre insulaire ne représentent même pas 8 % de la population. Où est-il le rejet total ? Où est-il le mur de briques inexpugnable ? Que les paranoïaques aillent donc réfléchir et se rhabiller pendant que j'applaudis Léon Dion !

Raymond Paradis  
Saint-Lambert, 17 décembre 1990

## Et le sens de la nouvelle ?

VOS LECTEURS auront pris connaissance que la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ) réunie en congrès, début décembre à Québec, a voté une proposition voulant qu'elle présente au gouvernement une proposition pour créer une loi du Conseil de Presse. Fort bien.

Mais un événement tout aussi important s'est déroulé pendant ce même congrès dont personne encore n'a parlé. La Fédération s'est sabordée. Du moins se transforme-t-elle en association d'individus — de fédération d'associations qu'elle était depuis plus de quinze ans.

Pourquoi, comment ? Qui peut mesurer les effets qu'une telle transformation aura sur la vie professionnelle des journalistes québécois et ses conséquences pour la société en général ?

## LE DEVOIR

Fondé par Henri Bourassa  
le 10 janvier 1910

Directrice  
LISE BISSONNETTE

Rédacteur en chef  
et directeur de l'information  
Bernard Descôteaux

Directeur délégué à l'administration  
André Leclerc

Rédacteurs en chef adjoints  
Jean Francoeur, Albert Juneau,  
Michel Lefèvre

Directeurs adjoints de l'information  
Pierre Cayouette, Jacques Chabot,  
Guy Deshaies

FAIS CE QUE DOIS

On ne peut certes pas dire que les journalistes n'étaient pas là, présents, pour l'occasion. Alors, qu'est-ce que le sens de la nouvelle ?

Jean-André Leblanc  
Montréal, 17 décembre 1990

## Le grand retrait de Della Noce

VINCENT DELLA NOCE retire son argent de la Caisse populaire parce que M. Claude Béland, président du Mouvement Desjardins, se prononce en faveur de la souveraineté du Québec.

M. Della Noce oublie que M. Bourassa a déjà déclaré que le fédéralisme canadien n'était plus rentable. Il oublie également que M. Mulroney, lui-même, a déjà déclaré que le Canada était en faillite.

M. Della Noce doit aussi prendre connaissance de l'affirmation de l'économiste Pierre Fortin à l'effet que le fédéralisme canadien est responsable d'un gaspillage de 5 milliards de dollars par année. L'affirmation de M. Pierre Fortin n'a jamais été contestée par aucun économiste, même pas par les plus fédéralistes. C'est que cette affirmation est incontestable.

Si M. Claude Béland ne peut parler au nom de tous les membres du Mouvement Desjardins, vous, M. Della Noce, vous ne représentez plus qu'un petit nombre d'électeurs du comté de Duvernay. S'il y avait élection aujourd'hui, vous seriez remplacé par un député du Bloc québécois.

Votre intervention contre M. Claude Béland ne vous aiderait guère. Vaut mieux ne pas cracher en l'air. À bon entendeur, salut,

Jules Lebeau  
Montréal, 30 décembre 1990

## Il était temps

MERCI à madame Renée Côté pour avoir si bien su dire tout haut, dans sa « Réplique » du 28 décembre, ce que tout le monde ou presque pense tout bas. Il était temps que quelqu'un prenne la parole pour ces madames Personne qui, sans pour autant nier le bien-fondé du mouvement de lutte des femmes, refusent d'entrer dans le moule féministe et n'osent trop le manifester ouvertement.

La prise de position franche et claire de madame Côté démontre aussi que ces « compagnons de route » dont parle Roch Côté n'ont rien à craindre du mouvement des femmes. À se laisser intimider par un discours féministe aussi prétentieux que bruyant, on peut en arriver à oublier d'exercer son sens critique.

Cécile Bardoul  
St-Lambert, 4 janvier 1991